



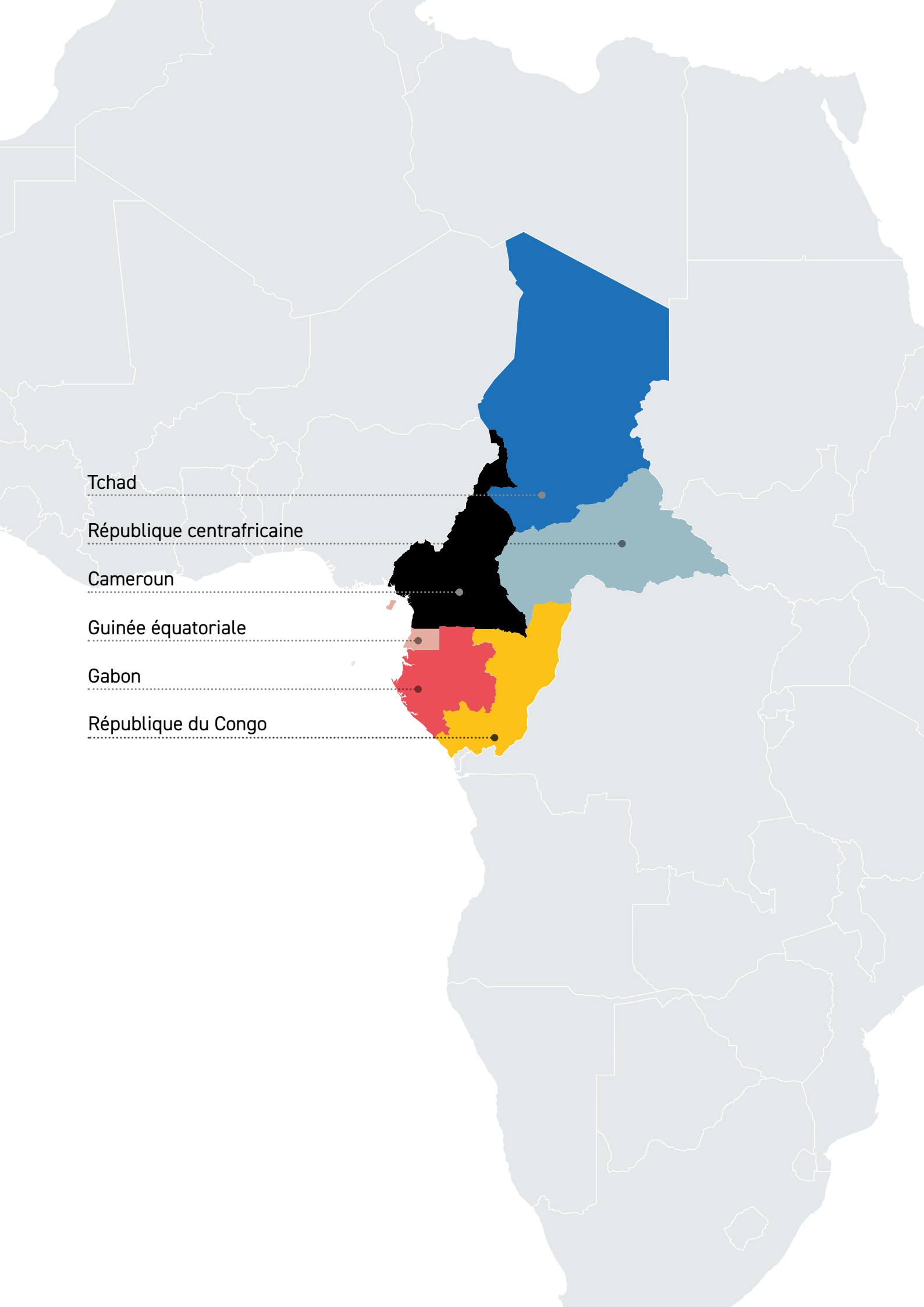
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Politique Budgétaire et Croissance

Baromètre économique de la **CEMAC**

Août 2026

2026

VOL. 10



Tchad

République centrafricaine

Cameroun

Guinée équatoriale

Gabon

République du Congo



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Politique Budgétaire et Croissance

Baromètre économique de la

CEMAC

Août 2026

2026
VOL. 10

Introduction

Le Baromètre économique de la CEMAC est une publication semestrielle de la Banque mondiale qui donne un aperçu de l'évolution récente et des perspectives économiques de la région, suivi d'une brève évaluation au niveau des pays. La croissance économique dans la région CEMAC a ralenti à un niveau estimé à 2,6 pour cent en 2025, contre 3,2 pour cent en 2024, en grande partie en raison de la baisse des prix du pétrole et de la demande mondiale, ainsi que des incertitudes commerciales. Le Tchad et la République centrafricaine (RCA) ont enregistré une croissance plus forte tirée par les exportations de pétrole et d'or, tandis que la Guinée Equatoriale a connu une contraction due à la baisse de la production pétrolière. La région de la CEMAC est confrontée à une détérioration de sa situation budgétaire en raison de la mobilisation limitée des recettes intérieures et de l'intensification des pressions sur les dépenses, qui ont accru les déficits budgétaires et la dette publique. En outre, la baisse des exportations de pétrole et de la production des champs pétrolifères vieillissants dans certains pays, ainsi que la demande soutenue d'importations due à l'augmentation des dépenses publiques, ont réduit la balance commerciale et les réserves de change. Dans le même temps, l'inflation s'est située à 2,1 pour cent en 2025, en dessous du critère de convergence régionale de 3 pour cent. Cependant, des risques persistent, notamment en raison de la hausse des prix mondiaux du pétrole en raison du conflit au Moyen-Orient qui amènerait également à une amélioration temporaire des situations budgétaires et extérieures pour certains pays exportateurs de pétrole. La Banque centrale régionale (BEAC) prévoit une augmentation de l'inflation en 2026, bien qu'elle resterait en dessous de l'objectif de 3 pour cent. En juin 2026, la BEAC a repris son assouplissement de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 à 4,5 pour cent, dans une révision des mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets. Les pays de la CEMAC continuent de faire face à d'importants défis de développement, avec une croissance modeste qui ne suffit pas à relever les niveaux de vie. Le revenu par habitant de la région a diminué d'environ 0,1 pour cent en 2025, et l'extrême pauvreté touche plus d'un tiers de la population. Des réformes structurelles restent essentielles pour assurer une croissance inclusive et fondée sur l'emploi pour une population jeune et en pleine croissance. En ce sens, il serait important d'accélérer la mise en œuvre du programme de réforme régional, le PREF-CEMAC II, afin de relever les défis macroéconomiques et budgétaires, comme l'ont indiqué les chefs d'État de la région au début de 2026.

Remerciements

Le Baromètre économique de la CEMAC a été préparé par une équipe de la Banque mondiale composée de Robert Johann Utz (économiste principal, chef d'équipe), Djeneba Doumbia (économiste, cheffe d'équipe), Erick Tjong (économiste, chef d'équipe) et Chris Belmert Milindi Katindi (Consultant de longue durée). Les autres membres de l'équipe sont Samba Ba (économiste senior), Rick Emery Tsouck Ibounde (économiste senior), Demet Kaya (économiste senior), Aleksandar Stojanov (économiste), Blaise Ehowe Nguem (économiste), Francis Ghislain Ngomba Bodi (économiste), Mahamat Abdramane Moustapha (économiste), Kabinet Kaba (économiste) et Aurélien Serge Boko (économiste), sous la direction d'Ashley Taylor (Manager Sectoriel), et avec l'appui d'Irene Sitienei et Khalid Alouane (assistants de programme) et Maude Valembroun (Consultant). L'équipe remercie Mr. Jean-Claude Nguemeni (Directeur de la surveillance multilatérale, Commission de la CEMAC) pour sa contribution et ses commentaires. Le rapport a été validé par Cheick Fantamady Kanté (Directeur de Division). Avec quelques exceptions, cette édition est notamment basée sur des informations disponibles au 27 avril 2026.¹

¹ Certaines données ont été mises à jour sur la base des informations disponibles au mois de juillet 2026. Veuillez contacter Djeneba Doumbia (ddoumbia@worldbank.org) et Erick Tjong (etjong@worldbank.org) pour toute question ou commentaire.



SECTION

1—

**Évolution récente, perspectives
économiques et principaux
défis de développement dans
la CEMAC**

I. Évolution récente et perspectives économiques dans la région de la CEMAC

Tableau 1 – Principaux indicateurs de la CEMAC	2025
Population (millions d'habitants)	67,8
PIB (en milliards de dollars courants) ^a	132,7
PIB par habitant, en dollars courants	1,955
Taux de pauvreté international (3 dollars/jour) ^a	36,2
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,2 dollars/jour) ^a	53,1
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,3 dollars/jour) ^a	81,3
Espérance de vie à la naissance, années ^c	62,5

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

a) Total pour les pays de la CEMAC.

b) Moyenne pondérée pour les pays de la CEMAC, en fonction de la population.

c) Moyenne simple pour les pays de la CEMAC.

L'activité économique dans la région CEMAC a ralenti en 2025, restant bien en deçà des performances de l'UEMOA et insuffisante pour réduire significativement la pauvreté et créer des emplois. La croissance du PIB réel de la CEMAC est estimée à 2,6 pour cent en 2025, contre 3,2 pour cent en 2024². Le Tchad et la République centrafricaine (RCA) arrivent en tête avec des taux de croissance de 5,6 pour cent et 4,5 pour cent respectivement. Au Tchad, la croissance a été tirée par l'expansion du secteur pétrolier due à la croissance accrue du secteur extractif et du secteur non pétrolier. En RCA, la performance économique a été soutenue par une augmentation significative des exportations d'or, sous-tendue par la hausse des prix et l'amélioration des volumes de production. L'activité économique en République du Congo a poursuivi sa dynamique de croissance en 2025, avec une croissance du PIB réel estimée à 3,1 pour cent, soutenue par des gains généralisés dans les secteurs pétrolier et non pétrolier. La croissance non pétrolière au Congo a atteint 3,8 pour cent, tirée par les services, tandis que le secteur pétrolier

y a contribué positivement grâce aux investissements et aux opérateurs nouvellement installés. Au Gabon, le PIB a augmenté à un niveau estimé à 3,2 pour cent en 2025, contre 3,4 pour cent en 2024, les incidents techniques et le vieillissement des champs pétrolifères ayant réduit la production de pétrole, tandis que les défis en matière de transport, de main-d'œuvre et de demande mondiale ont affecté les secteurs du manganèse et du bois. La Guinée Equatoriale a enregistré la plus faible performance de la région, avec une contraction du PIB de 5,8 pour cent en 2025, après une croissance modeste de 0,4 pour cent en 2024, sous l'effet du recul de la production pétrolière qui pèse lourdement sur l'activité économique. Elle a été le seul pays de la CEMAC à enregistrer une croissance négative en 2025. Cette contraction constitue la septième récession au cours de la dernière décennie, dans un contexte marqué par le déclin de la production et des recettes d'hydrocarbures, la réduction des marges budgétaires, le faible développement du secteur privé et une diversification économique insuffisante. En termes de revenu par habitant, le revenu régional a diminué d'environ -0,1 pour cent en 2025, un niveau inférieur à la croissance du revenu par habitant de l'UEMOA de 3,4 pour cent, un écart qui devrait persister en 2026.

La situation budgétaire de la CEMAC s'est détériorée en 2025, sous l'effet de la baisse des recettes pétrolières et des pressions persistantes sur les dépenses. Le déficit budgétaire moyen de la région est passé de 1,6 pour cent du PIB en 2024 à un niveau estimé à 3,3 pour cent du PIB en 2025³. Cette détérioration traduit la baisse des prix du pétrole et les difficultés de performance dues à la maturation des champs pétrolifères dans certains pays, qui a réduit les recettes tirées des matières premières, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses publiques. Les dépenses publiques ont augmenté pour atteindre 21,1 pour cent du PIB en 2025, contre 20,0 pour cent en 2024, tandis que les recettes totales ont légèrement diminué, passant de 18,4 pour cent à 17,8 pour cent du PIB au cours de la même période. En 2025, tous les pays de la CEMAC devraient avoir connu des déficits budgétaires, à l'exception du Congo, où l'excédent budgétaire s'est fortement réduit à 0,6 pour cent du PIB (contre 2,7 pour cent du PIB en 2024), sous l'effet de la baisse des

² Sauf indication contraire, toutes les variables macroéconomiques présentées dans ce rapport pour la CEMAC et l'UEMOA (telles que la croissance réelle régionale, le revenu par habitant, le solde budgétaire, le ratio dette publique/PIB et le solde du compte courant) sont basées sur des moyennes pondérées pour ces régions, les pondérations étant déterminées en fonction de la part de chaque pays dans le PIB régional au cours de la dernière décennie.

³ Le solde budgétaire régional est calculé sur la base d'une moyenne pondérée des soldes budgétaires des pays de la CEMAC, considérant les soldes évalués sur la base d'engagements, y compris les dons.

recettes pétrolières. En Guinée Equatoriale, le déficit budgétaire est resté inchangé à 0,5 pour cent du PIB en 2025 par rapport à 2024, la baisse des recettes tirées des hydrocarbures ayant été compensée par la réduction des dépenses. Au Tchad, les recettes totales ont atteint 17,8 pour cent du PIB, soutenues par une augmentation de 16,1 pour cent des recettes non pétrolières, tandis que les dépenses publiques ont augmenté à 19,4 pour cent du PIB en raison de l'augmentation des dépenses d'infrastructure (+10,6 pour cent), ce qui a entraîné un déficit budgétaire de 1,7 pour cent du PIB, contre 3,4 pour cent en 2024. Au Cameroun, le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 1,5 pour cent du PIB en 2024 à 2,2 pour cent en 2025, principalement en raison de la baisse des recettes pétrolières et non pétrolières liée aux troubles postélectorales et aux confinements. En RCA, le déficit budgétaire global est passé de 5,1 pour cent du PIB en 2024 à 5,6 pour cent du PIB en 2025, en raison de dépenses électorales plus élevées que prévu malgré des recettes intérieures plus élevées, notamment le produit des licences 5G. Au Gabon, les recettes fiscales ont augmenté grâce aux efforts de numérisation, mais la baisse des recettes pétrolières et l'augmentation des dépenses, en particulier pour les travaux publics, ont porté le déficit budgétaire à 12,2 pour cent du PIB en 2025.

Les pressions sur la dette dans la CEMAC se sont intensifiées, reflétant l'augmentation des niveaux d'endettement, la faible mobilisation des recettes, les pressions sur les dépenses et la dépendance continue à l'égard des recettes volatiles des matières premières.

La dette publique a augmenté pour atteindre 53,6 pour cent du PIB en 2025 (au-dessus des niveaux de l'UEMOA), contre 53,2 pour cent en 2024, tandis que la faiblesse des recettes fiscales et la dépendance structurelle à l'égard des recettes des hydrocarbures continuent d'exacerber les vulnérabilités budgétaires et de limiter les marges de manœuvre pour absorber les chocs ou financer le développement. La dynamique de la dette varie considérablement d'un État membre à l'autre, la dette étant estimée au-dessus du critère de convergence régionale de 70 pour cent du PIB au Congo et au Gabon. Le Congo reste le pays le plus endetté de la région, avec une dette publique estimée à 97,4 pour cent

du PIB en 2025 (contre 98,1 pour cent en 2024) et reste en situation de surendettement. Bien que les émissions d'euro-obligations d'un montant total de 1,63 milliard de dollars aient apporté un soulagement temporaire, elles ont également accru les risques de change et de liquidité⁴. La dette du Gabon a augmenté rapidement en raison de pressions accrues sur les dépenses, étant estimée par la Banque mondiale à un niveau supérieur à 80 pour cent du PIB en 2025⁵. La dégradation des notations de crédit du pays en 2024-2025 et les risques de viabilité de la dette ont eu un impact sur la capacité d'emprunt. En RCA, la dette est estimée à 62 pour cent du PIB en 2025, avec des pressions croissantes sur la viabilité. Le pays est exposé à un risque élevé de surendettement et confronté à d'importantes contraintes de liquidité qui menacent le paiement des salaires des fonctionnaires et la fourniture de services essentiels. Au Cameroun, la dette publique a diminué à 43,8 pour cent du PIB en 2025, contre 44,8 pour cent en 2024, bien que les risques de liquidité restent élevés. Le ratio de la dette sur le PIB de la Guinée Equatoriale était estimé à 32,6 pour cent du PIB en 2025. Le Tchad, bien qu'étant toujours en position de risque de surendettement élevé, a enregistré le ratio de la dette sur le PIB le plus bas de la région, estimé à 30,2 pour cent du PIB en 2025 (contre 32,7 pour cent en 2024), mais reste exposé aux risques de dégradation liés à la baisse des prix du pétrole et à l'insécurité régionale. Ces pressions sur la dette sont aggravées par des difficultés persistantes sur le marché régional de la dette et dans la mobilisation des recettes intérieures. Le ratio des recettes sur le PIB régional était estimé à 11,7 pour cent en 2024, très en retrait du seuil de convergence communautaire de 17 pour cent et en dessous du seuil de 15 pour cent généralement considéré comme étant nécessaire pour soutenir les services publics de base. La plupart des économies restent fortement tributaires des revenus des hydrocarbures, en particulier la Guinée Equatoriale, où les produits de base constituent la principale source de recettes publiques. Des contraintes structurelles, notamment des assiettes fiscales étroites, des exonérations généralisées, des capacités administratives limitées et un secteur informel important, continuent de peser sur les performances fiscales dans toute la région.

4 La République du Congo et le Cameroun ont collecté collectivement environ 1,7 milliard de dollars US via des émissions d'euro-obligations entre novembre 2025 et janvier 2026. Le Congo a levé 930 millions de dollars US via une euro-obligation de sept ans à échéance en 2032 et une réouverture ultérieure, tandis que le Cameroun a émis une euro-obligation de 750 millions de dollars US à échéance en 2033.

5 Un audit de la dette a été annoncé par le Gouvernement Gabonais en mai 2026. Les données récentes sur la dette, en particulier pour 2025, sont basées sur des estimations préliminaires et peuvent être révisées en fonction des résultats de cet audit.

La balance commerciale régionale a connu un déclin en 2025, passant de 6,7 pour cent du PIB en 2024 à 3,5 pour cent, principalement en raison de la baisse des prix et des exportations de pétrole.

Les hydrocarbures représentent encore environ 70 pour cent des exportations totales de la CEMAC, ce qui expose fortement la région aux fluctuations des prix des matières premières. En 2025, la baisse des prix du pétrole conjuguée à la baisse de la production a considérablement réduit les recettes d'exportation, entraînant une détérioration de la balance commerciale et de la balance courante. Les exportations de pétrole ont diminué de 2,3 pour cent, tandis que les exportations de gaz ont chuté plus fortement (de 10,5 pour cent), en raison du vieillissement des champs pétroliers et gaziers et de l'insuffisance des nouveaux investissements. Les plus fortes baisses des exportations de pétrole ont été enregistrées en Guinée Equatoriale (18 pour cent) et au Cameroun (10 pour cent), ce qui souligne le caractère inégal, mais généralisé, de la baisse dans les pays exportateurs de pétrole. Les exportations hors hydrocarbures n'ont fourni qu'un allègement partiel. L'augmentation des exportations d'or, notamment en RCA, et de cacao au Cameroun a bénéficié de prix internationaux favorables, ce qui a contribué à amortir les chocs externes. Toutefois, ces gains ont été insuffisants pour compenser la baisse des hydrocarbures. Dans le même temps, les exportations de bois, autre produit d'exportation majeur de la région, ont globalement stagné en 2025, dans un contexte de faiblesse de la demande mondiale. Dans de nombreux pays, la faible valeur ajoutée et la transformation locale limitée, ainsi que les défis d'infrastructure, continuent de limiter la contribution du secteur forestier à la diversification des exportations et aux recettes d'exportation globales. Alors que la production d'hydrocarbures poursuit son déclin structurel, les tampons extérieurs s'érodent progressivement. Les réserves de change sont passées de 4,8 mois de couverture des importations en 2024 à 4,2 mois en 2025, selon les estimations, demeurant en dessous du niveau d'adéquation évalué de 5 mois de la région. Cet affaiblissement des positions extérieures souligne l'urgence d'accélérer les réformes et les efforts de diversification des exportations. La hausse des prix mondiaux du pétrole causée par le conflit au Moyen-Orient en 2026 devrait temporairement améliorer la position extérieure de la région en 2026. Toutefois, cet impact positif devrait être de courte durée. En l'absence

de nouveaux investissements importants dans le secteur des hydrocarbures ou de nouvelles découvertes pétrolières importantes, la production devrait poursuivre son déclin structurel.

L'inflation a continué de baisser tout au long de 2025, se situant en dessous de l'objectif de convergence régionale de 3 pour cent pour la première fois depuis 2022, bien que le conflit au Moyen-Orient puisse accentuer les pressions inflationnistes. En moyenne annuelle, l'inflation a reculé, passant de 4,0 pour cent en décembre 2024 à 2,1 pour cent en décembre 2025, tandis que l'inflation mensuelle en glissement annuel a fortement baissé à 0,6 pour cent en décembre 2025, contre 4,4 pour cent un an plus tôt. Cette forte désinflation, en particulier au second semestre de 2025, était due à une combinaison de facteurs externes et internes. Sur le plan extérieur, la baisse continue des prix de l'énergie et du fret maritime, ainsi que l'évolution favorable des taux de change vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux régionaux, ont contribué à réduire les coûts d'importation. Sur le plan intérieur, la politique monétaire restrictive de la banque centrale régionale, les bonnes récoltes agricoles au Congo, au Cameroun et au Tchad, la stabilité des prix des carburants à la pompe au Gabon et en Guinée Equatoriale, et le contrôle des prix des produits essentiels dans certains pays ont renforcé les pressions à la baisse sur les prix. Cependant, cette dynamique favorable à l'inflation est partiellement impactée par les tensions accrues au Moyen-Orient qui ont déjà tiré les prix mondiaux du pétrole à la hausse au début de 2026, augmentant le risque de nouvelles pressions inflationnistes sous l'effet de la hausse des coûts de l'énergie, des transports et des intrants agricoles. La BEAC prévoit que l'inflation moyenne restera inférieure à l'objectif régional de 3 pour cent en 2026, mais en juillet 2026, elle a légèrement révisé sa prévision à la hausse à 2,4 pour cent, contre 2,3 pour cent dans ses projections de mars 2026.

En juin 2026, la BEAC a repris son assouplissement de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 à 4,5 pour cent, annulant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont été estimés à 4,55 milliards d'euros à la fin de 2025, soit une baisse de 19,1



Photo : Kelly / pexels

pour cent en glissement annuel et inférieur à l'objectif de 5,75 milliards d'euros convenu avec le FMI dans le cadre des garanties de politique régionale visant à soutenir le régime de change fixe. Face à cette situation, la BEAC a resserré sa politique monétaire en relevant son taux directeur à 4,75 pour cent en décembre 2025 et en réduisant ses injections hebdomadaires de liquidités pour contrer l'érosion continue des avoirs extérieurs nets, reflétant les difficultés budgétaires et d'endettement dans la région. Cependant, fin mai 2026, les avoirs

extérieurs nets étaient passées à 5,90 milliards d'euros, légèrement au-dessus de l'objectif de 5,75 milliards d'euros, principalement soutenus par les émissions d'euro-obligations par le Cameroun et le Congo et le relèvement des cours du pétrole engendré par le conflit au Moyen-Orient. Cette amélioration, ainsi que la baisse de l'inflation moyenne qui se situe désormais bien en dessous de l'objectif de 3,0 pour cent, a permis à la BEAC d'assouplir les conditions monétaires en juin 2026 en réduisant à nouveau le taux directeur de 4,75 pour cent

à 4,50 pour cent. La BEAC contrôle à la fois le prix et le volume des liquidités bancaires par le biais de son taux directeur et en limitant les liquidités hebdomadaires fournies aux banques commerciales. Toutefois, comme le taux directeur ne s'ajuste pas automatiquement à la liquidité hebdomadaire plafonnée fournie aux banques, son rôle de signal est limité. Les banques commerciales réagissent plus fortement aux variations de l'allocation des liquidités qu'aux fluctuations du taux directeur. En outre, la faiblesse du canal de transmission entre les liquidités bancaires et le crédit bancaire s'explique également par les inefficacités structurelles du secteur bancaire et les difficultés budgétaires et d'endettement persistantes qui limitent les prêts au secteur privé au profit du secteur public.

Plus d'un tiers de la population de la CEMAC, soit 25 millions de personnes, vivrait dans l'extrême pauvreté selon les estimations, dans un contexte de croissance modeste, d'investissement insuffisant dans le capital humain et de possibilités d'emploi limitées.⁶ Selon les estimations de la Banque mondiale, la proportion de personnes vivant avec moins de 3 dollars par jour dans la CEMAC (en parité de pouvoir d'achat, PPA, de 2021) a diminué de 0,5 point de pourcentage en 2025, pour s'établir à 36,2 pour cent, soit une proportion supérieure à celle de l'UEMOA (28,9 pour cent). Si l'on considère des seuils plus élevés, la pauvreté touche une part importante de la population de la CEMAC : 53 pour cent des ménages vivraient avec moins de 4,2 dollars par jour, et plus de 81 pour cent avec moins de 8,3 dollars par jour. Le taux de pauvreté, au seuil international (à 3 dollars EU en PPA de 2021), varie considérablement d'un pays à l'autre, de 67,1 pour cent en RCA et 51,7 pour cent au Congo, à 3,4 pour cent au Gabon. Certes, la pauvreté a progressivement reculé, mais des réformes économiques s'imposent de toute urgence pour permettre une réduction plus rapide de la pauvreté, en stimulant davantage la croissance du secteur privé, en investissant davantage dans le développement du capital humain et en créant davantage d'opportunités d'emploi dans des secteurs diversifiés. L'inclusion économique limitée reste un défi majeur, le chômage représentant près de 10 pour cent de la population active, près du

double de la moyenne de l'Afrique subsaharienne et quatre fois la moyenne de l'UEMOA⁷. La population de la CEMAC est jeune et croît rapidement, d'environ 3 pour cent en 2025, ce qui indique que le modèle de croissance actuel, qui repose encore fortement sur les industries extractives et le secteur public, reste insuffisant pour créer les emplois et améliorer les niveaux de vie dont la région a tant besoin.

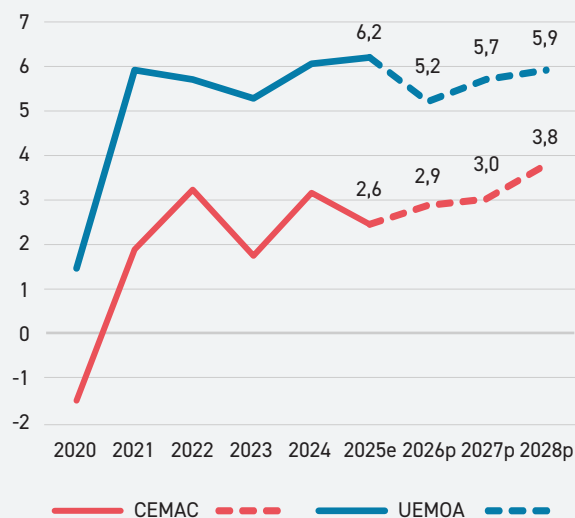
La CEMAC est confrontée à des risques importants qui pèsent sur ses perspectives de croissance, ses finances publiques et ses échanges commerciaux, dans un environnement mondial incertain et marqué par des conflits en cours. La croissance régionale devrait atteindre 3,2 pour cent sur la période 2026-2028, mais elle est soumise à des risques importants. À court terme, la montée des prix du pétrole due au conflit au Moyen-Orient au début de 2026 profiterait aux recettes et aux exportations pétrolières, une grande partie de la région étant des pays producteurs de pétrole. Cependant, des défis liés à la maturation des champs pétrolifères demeurent. Des conflits prolongés ou des perturbations économiques pourraient augmenter les primes de risque, rendant l'emprunt et l'investissement plus coûteux pour l'État et pour les entreprises, tout en compromettant la croissance mondiale et la demande des marchés d'importation. Le conflit en cours pourrait également augmenter les coûts du carburant, des denrées alimentaires et d'autres biens essentiels importés. La sécurité alimentaire et la pauvreté pourraient ainsi être affectées, dans une région où la pauvreté reste élevée, qui stagnerait à 36,2 pour cent en 2028 selon les projections, dans un contexte de croissance et de création d'emplois insuffisantes. Dans toute la région, les conflits et l'instabilité qui persistent dans certaines parties de certains pays, ainsi que des retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles et dans le rythme d'assainissement budgétaire, pourraient entraver les perspectives de croissance.

⁶ Les estimations de la pauvreté ne sont pas disponibles pour tous les pays et toutes les périodes. Lorsque les données sont indisponibles, les estimations sont obtenues à l'aide de méthodes de prévision immédiate (*nowcasting*) et de projection (*forecasting*), fondées sur les enquêtes nationales les plus récentes auprès des ménages : Cameroun (2021), République centrafricaine (2021), Tchad (2022), République du Congo (2011), Gabon (2017) et Guinée Equatoriale (2022).

⁷ OIT via les Indicateurs du développement dans le monde. Estimations modélisées de l'OIT pour 2025.

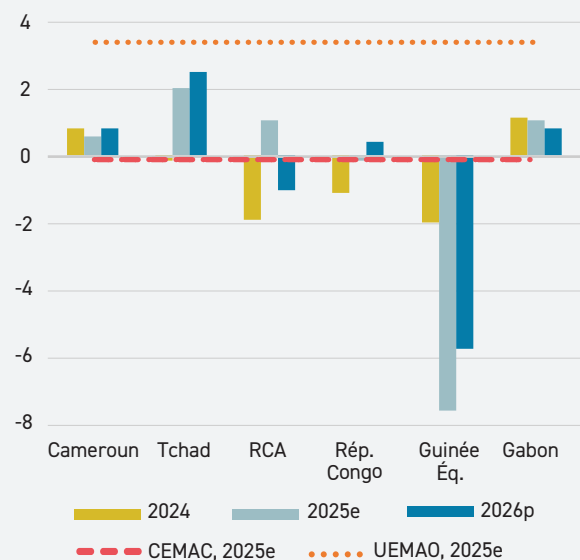
La croissance du PIB de la CEMAC aurait ralenti en 2025, restant inférieure à son potentiel et à celui de la région de l'UEMOA.

Figure 1. Croissance réelle du PIB (en pourcentage) dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2028



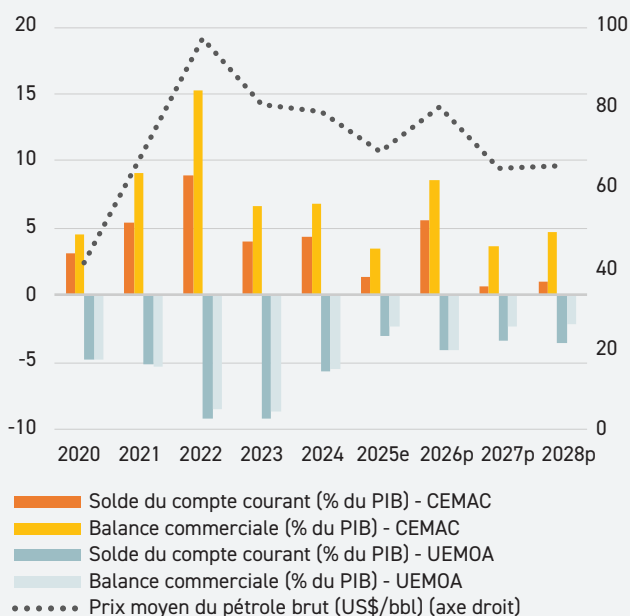
Dans le même temps, la croissance par habitant dans la CEMAC a diminué en 2025, en grande partie sous l'effet de la forte contraction en Guinée Equatoriale, et est restée bien en deçà des niveaux observés dans l'UEMOA.

Figure 2. Croissance réelle du PIB par habitant dans les pays de la CEMAC et de l'UEMOA (en pourcentage), 2024-2026



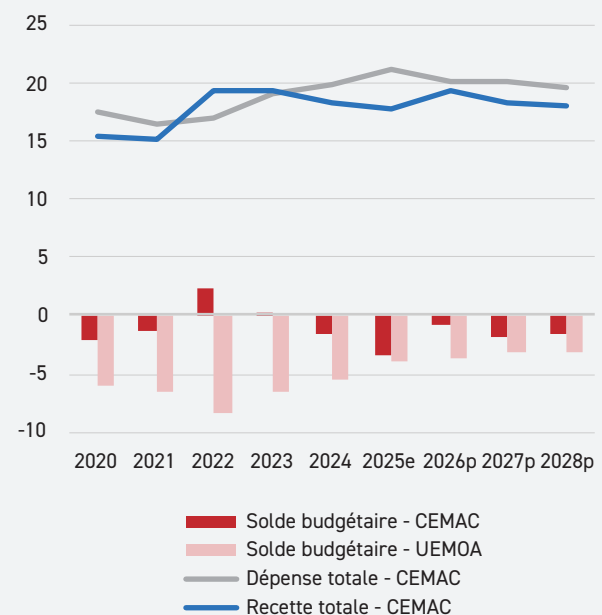
La balance commerciale de la CEMAC, structurellement excédentaire, s'est affaiblie en 2025, sous l'effet de la baisse des prix du pétrole et de la baisse de la production dans un contexte de maturation des champs pétrolifères de la région.

Figure 3. Cours du pétrole (axe droit) et position extérieure dans la CEMAC (axe gauche), 2020-2028



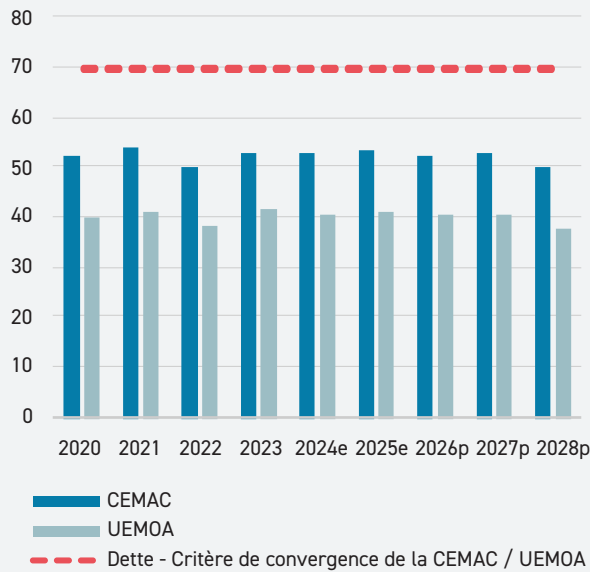
La situation budgétaire de la CEMAC s'est détériorée, la baisse des recettes et l'augmentation des dépenses continuant d'éroder la marge de manœuvre budgétaire dans la plupart des pays membres.

Figure 4. Situation budgétaire (% du PIB) dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2028



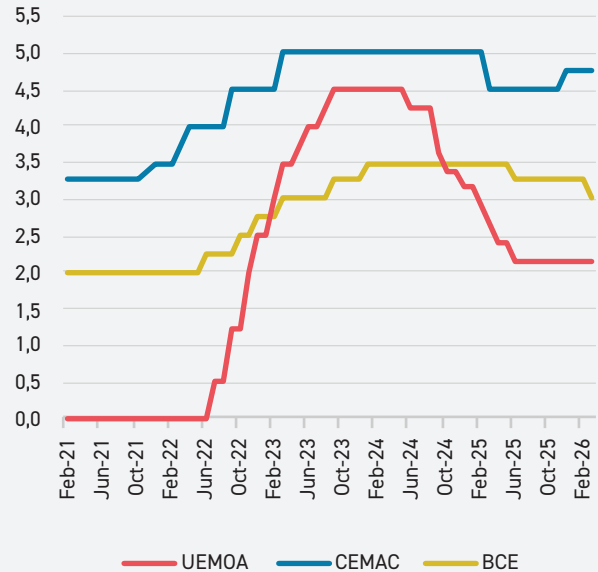
La dette publique de la CEMAC a légèrement augmenté en moyenne, en raison de la faiblesse des recettes fiscales et de la dépendance structurelle à l'égard de la volatilité des recettes tirées des ressources naturelles.

Figure 5. Dette publique dans la CEMAC et l'UEMOA, 2020-2028 (% du PIB)



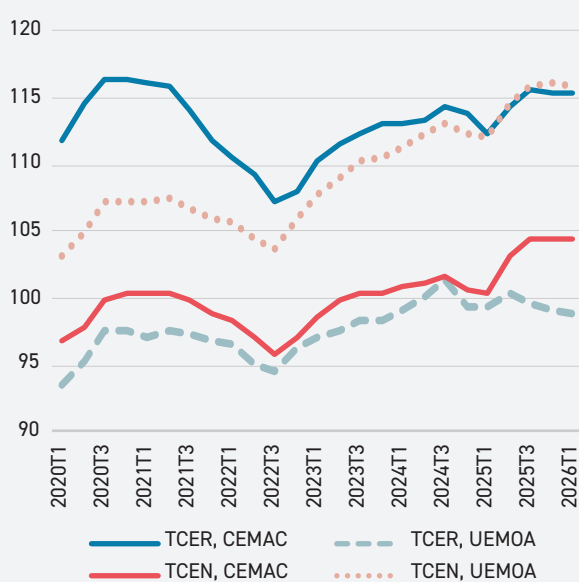
La BEAC a adopté un assouplissement graduel en matière de politique monétaire, réduisant son taux directeur à 4,5 pour cent en juin 2026 après l'avoir augmenté en décembre 2025 pour contrer l'érosion des avoirs extérieurs nets.

Figure 6. Évolution des taux directeurs dans la CEMAC, l'UEMOA, et dans l'Union européenne, 2020-2026



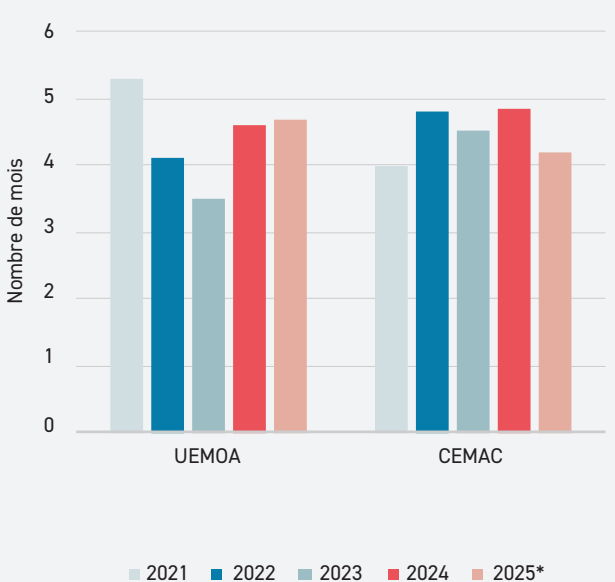
Le taux de change effectif réel des pays de la CEMAC a augmenté, en moyenne, par rapport au premier trimestre 2025, reflétant l'appréciation du franc CFA par rapport au panier de devises des partenaires commerciaux.

Figure 7. Taux de Change Effectifs Réel et Nominal USD-CFAF, 2020-2026



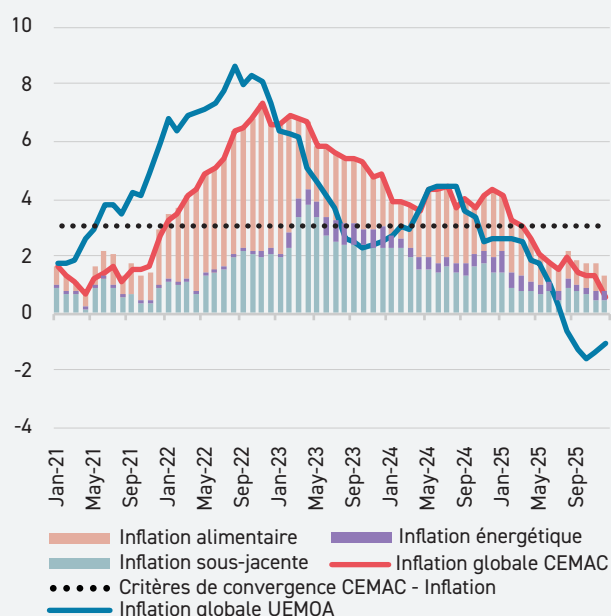
Les réserves de change de la CEMAC ont diminué, s'établissant à environ 4,2 mois d'importations en 2025, contre 4,9 mois en 2024.

Figure 8. Réserves brutes



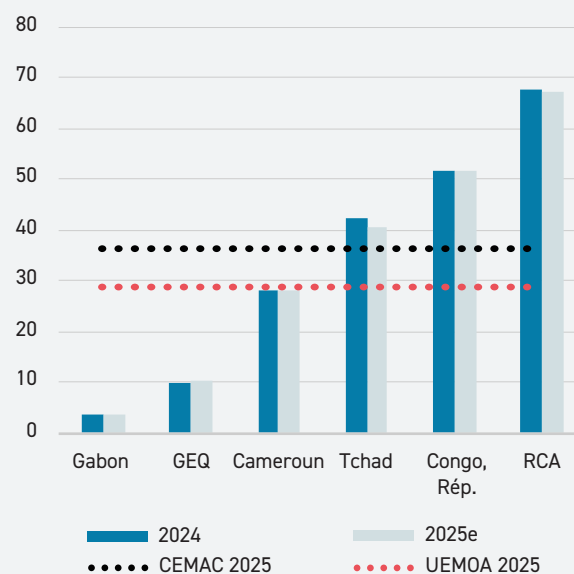
L'inflation en moyenne annuelle dans la région CEMAC a diminué, passant de 4,0 pour cent en décembre 2024 à 2,1 pour cent en décembre 2025.

Figure 9. Inflation moyenne dans la CEMAC (pourcentage), 2021-2026



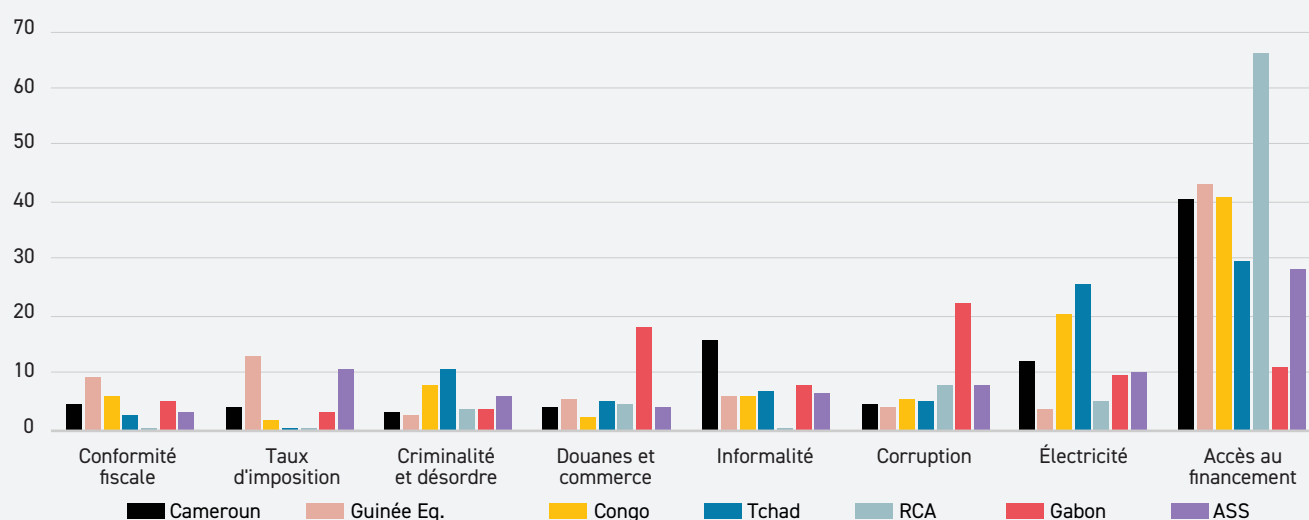
La pauvreté reste élevée et stagnante, touchant plus d'un tiers de la population de la CEMAC, soit 25 millions de personnes selon les estimations de la Banque mondiale.

Figure 10. Taux de pauvreté (% de la population vivant avec moins de 3 USD par jour)



Les entreprises de la CEMAC sont confrontées à d'importants défis liés au climat des affaires qui entravent la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, les obstacles les plus importants étant l'accès au financement, à l'électricité et la corruption.

Figure 11. Principal obstacle, selon les entreprises (% des entreprises), 2023-2026 (plus récent)



Sources : Autorités nationales, BEAC, Bruegel, Banque mondiale, enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale, FMI et calculs des services de la Banque mondiale. Notes : Les figures présentent des moyennes pondérées pour la CEMAC et l'UEMOA, basées sur la part des pays dans le PIB de chaque région. Les données sur la pauvreté ne sont pas disponibles pour tous les pays et toutes les périodes. Elles sont basées sur des prévisions immédiates et des projections fondées sur les données réelles des enquêtes nationales auprès des ménages pour le Cameroun (2021), la République centrafricaine (2021), le Tchad (2022), le Congo (2011), le Gabon (2017) et la Guinée Equatoriale (2022). Les données sur les réserves régionales étaient disponibles en décembre 2025. Les données sur les taux de change effectifs sont normalisées à 100 sur la base des données pour 2007. Le poids des pays dans l'agrégation de l'indice communautaire utilisé pour le calcul de l'inflation provient de la Note sur l'inflation dans les pays membres de la CEMAC (2025). Cette note indique que les données sur l'inflation moyenne dans la CEMAC sont basées sur les dépenses de consommation individuelle des ménages, telles que définies dans le cadre du Programme de comparaison internationale de 2017. Note sur l'inflation dans les pays de la CEMAC (Edition Avril 2025). https://cemac.int/wp-content/uploads/2025/04/Note_inflation_CEMAC_2024.pdf

II. Principaux défis structurels en matière de croissance et de création d'emploi dans la CEMAC

Des réformes économiques restent essentielles pour stimuler la croissance et la création d'emplois par le secteur privé permettant d'améliorer les niveaux de vie et de relever les défis persistants de la pauvreté dans la région de la CEMAC. Les défis structurels restent importants, les pays de la CEMAC obtenant souvent des résultats inférieurs à ceux de la plupart des pays ayant des revenus similaires, comme l'indique le tableau 3. Pour relever ces défis, il serait important d'accélérer les réformes visant à renforcer la capacité des économies de la région de créer davantage d'emplois pour les populations dans la CEMAC. En effet, des réformes sont nécessaires afin d'assurer que les entreprises soient plus compétitives à l'échelle mondiale et puissent générer davantage d'emplois de qualité pour une population jeune et en forte croissance. Pour atteindre ces objectifs, les pays de la CEMAC pourraient se concentrer sur trois axes fondamentaux de réformes, alignés sur le programme de réforme de la CEMAC (PREF-CEMAC II) : (i) prioriser les infrastructures de base et le capital humain afin de renforcer les infrastructures fondamentales pour la création d'emplois ; (ii) améliorer la gouvernance et la gestion des finances publiques et créer un environnement commercial plus favorable aux entreprises ; et (iii) instaurer de meilleures conditions pour attirer davantage de capitaux privés à grande échelle.

La croissance régionale est tout d'abord freinée par des défis dans les infrastructures fondamentales, y compris les défis en matière d'infrastructures physiques, les droits de douane élevés et les barrières commerciales qui augmentent les coûts d'exploitation et réduisent la compétitivité des entreprises. En moyenne, 80 pour cent des entreprises ont connu des coupures mensuelles, les pertes les plus importantes étant enregistrées en RCA et au Tchad, où les coupures coûtent 9 à 10 pour cent des ventes annuelles, ce qui est considérablement plus élevé comparé aux moyennes en Afrique subsaharienne (1,3 pour cent) et mondiale (0,4 pour cent).⁸ En 2021, la

densité routière était de 26,5 kilomètres par superficie au Cameroun et de 3,3 km au Tchad, contre 25 km en Afrique subsaharienne et 88 km à l'échelle mondiale⁹. En outre, des droits de douane élevés rendent coûteuse l'importation d'intrants essentiels. Avec un tarif extérieur commun élevé (18 pour cent), tous les pays de la CEMAC figurent parmi les 10 premiers pays avec les tarifs les plus élevés au monde, les tarifs moyens simples variant de 18,5 à 20 pour cent en 2022. À titre de comparaison, les droits d'importation étaient en moyenne de 12,3 pour cent en Afrique subsaharienne et de 7 pour cent à l'échelle mondiale¹⁰. Outre les carences de l'état des routes et de l'énergie et les tarifs élevés, des contrôles fréquents par divers organismes et des paiements informels demandés aux frontières et dans les corridors commerciaux augmentent davantage les coûts commerciaux, entraînant une augmentation du coût de la vie pour les personnes et une baisse de la compétitivité des entreprises locales¹¹. Cette situation est particulièrement difficile pour une région tributaire des importations d'aliments, de carburant et d'autres biens essentiels. Les infrastructures et le capital humain constituent des bases fondamentales pour atteindre les objectifs économiques de la CEMAC. Des politiques publiques visant à promouvoir les industries locales et l'amélioration générale des conditions commerciales pourraient donc viser à améliorer l'accès à un approvisionnement en électricité et en eau fiable et abordable, à réduire les contrôles multiples le long des frontières et des routes commerciales, à développer le transport routier et ferroviaire, et à faciliter les ports et les formalités de dédouanement.

Il serait aussi essentiel d'investir davantage dans le capital humain et d'améliorer la qualité des dépenses pour stimuler la croissance et l'emploi. Les indicateurs en matière de capital humain dans la CEMAC sont inférieurs comparé aux moyennes régionales. Le score moyen de la CEMAC dans l'indice de capital humain plus de 2025, de 114,1 points, se situait en dessous

8 Banque mondiale. Enterprise Surveys. Données pour 2023-2026 pour les pays de la CEMAC.

9 Base de données ProsperityData360 de la Banque mondiale.

10 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde.

11 Banque mondiale. 2018. Briser les obstacles au commerce agricole régional en Afrique centrale.

des moyennes de l'Afrique subsaharienne (128) et mondiale (187,7)¹². Ces indicateurs reflètent un sous-investissement important dans les domaines sociaux. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation ne représentent en moyenne que 2,3 pour cent du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (4,1 pour cent), et sont souvent insuffisamment orientées vers la formation professionnelle, ce qui limite le développement des compétences. Les déficits de soins de santé entravent également la productivité, et l'insuffisance des programmes de protection sociale limite la capacité des gouvernements à protéger les plus vulnérables et à répondre aux chocs. Pour relever ces défis, il serait important non seulement d'investir davantage dans l'éducation, la santé et la formation, mais aussi d'améliorer la qualité des dépenses. Les ressources pourraient être réorientées d'autres domaines tels que les services généraux vers les secteurs sociaux. Une stratégie progressive de suppression progressive des subventions aux carburants dans certains pays, qui ont tendance à être non ciblées et régressives, pourrait générer des ressources pour financer des programmes sociaux plus solides et bien ciblés afin de mieux protéger les groupes les plus vulnérables. Dans les secteurs sociaux, l'efficacité de la passation des marchés et de la gestion des investissements publics pourrait être améliorée, et les dépenses pourraient être réorientées vers les domaines prioritaires qui peuvent être plus largement sous-financés, tels que la prévention et les soins de santé primaires, et l'éducation et la formation de base.

Le deuxième axe de réforme consisterait à améliorer la gouvernance et le climat des affaires afin de réduire les obstacles dans l'environnement des affaires qui empêchent la construction d'une économie plus dynamique et axée sur l'emploi. Il serait essentiel d'instaurer un climat réglementaire plus favorable à une croissance tirée par le secteur privé. Des données récentes publiées par les enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale sur le climat

des affaires dans les pays de la CEMAC permettent d'envisager des options de politiques dans ce domaine. Ces données montrent que l'accès au financement apparaît comme le principal obstacle à l'activité économique, étant cité comme le principal obstacle par un grand nombre d'entreprises – en moyenne, par 37 pour cent des entreprises de la région. Les autres domaines considérés comme les principaux obstacles ont été l'électricité (12 pour cent des entreprises), la corruption (8 pour cent) et l'informalité (7 pour cent), suivis par les réglementations douanières et commerciales, les taux d'imposition et le respect des obligations fiscales (5 pour cent)¹³ (figure 11).

En troisième lieu, mobiliser davantage de capitaux privés en s'attaquant aux contraintes de financement qui entravent la capacité des entreprises à investir serait un élément central de la solution pour relever les défis de développement de la CEMAC. En moyenne, 28 pour cent des entreprises de la CEMAC seraient totalement à court de crédit, ce qui est supérieur aux moyennes de l'Afrique subsaharienne (22,5 pour cent) et du monde (14,4 pour cent).¹⁴ Le crédit intérieur au secteur privé est très limité dans la CEMAC, à 14 pour cent du PIB en moyenne, soit seulement 10 pour cent de la moyenne mondiale (141,9 pour cent) et moins de la moitié de la moyenne de l'Afrique subsaharienne (30 pour cent du PIB).¹⁵ La maîtrise des emprunts publics auprès du secteur bancaire domestique, en imposant des limites plus strictes à l'exposition des banques à la dette souveraine et en adoptant des stratégies d'assainissement budgétaire, pourrait contribuer à atténuer les contraintes et à réduire l'éviction du crédit au secteur privé. Parallèlement, la poursuite des réformes visant à créer une agence de crédit et à soutenir l'accès des PME au crédit pourrait bénéficier aux entreprises. La poursuite d'une voie de croissance plus élevée nécessiterait d'augmenter l'investissement privé, par des actions telles que garantir des conditions appropriées pour que les entreprises obtiennent le capital nécessaire pour investir et créer plus d'emplois.

12 Banque mondiale. Indicateurs de développement mondial. L'indice de capital humain plus (HCI+) est basé sur une échelle allant de 0 à 325 points. Cet indice calcule les contributions de la santé, de l'éducation et de l'apprentissage en cours d'emploi à la productivité des travailleurs, mesurant la productivité d'un enfant né aujourd'hui en tant que futur travailleur par rapport au seuil de référence d'une offre complète et optimale de santé, d'éducation et d'un plein emploi salarié. La moyenne de la CEMAC est calculée à partir d'une moyenne simple pour les pays de la CEMAC disposant de données disponibles (tous les pays à l'exception de la Guinée Equatoriale).

13 Banque mondiale. Enterprise Surveys. Données pour 2023-2026 pour les pays de la CEMAC.

14 Banque mondiale. Enterprise Surveys. Données pour 2023-2026 pour les pays de la CEMAC.

15 Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde.

III. Le défi immédiat : répondre aux pressions et aux risques créés par le conflit au Moyen-Orient

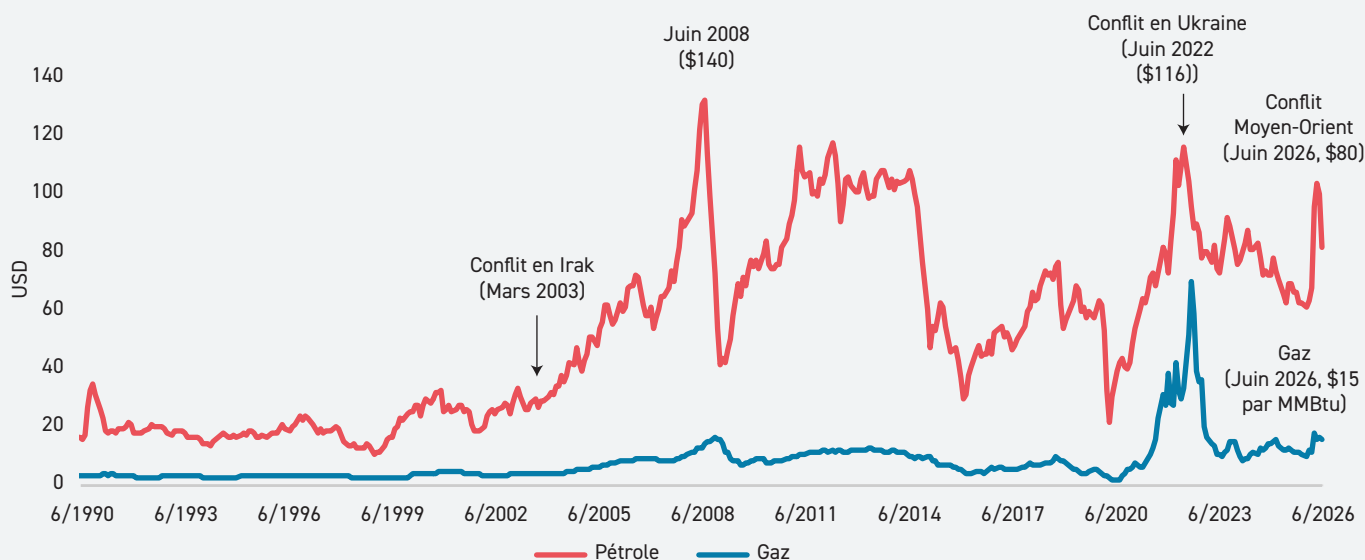
Implications économiques du conflit au Moyen-Orient pour les pays de la CEMAC

Le conflit qui a commencé au Moyen-Orient fin février 2026 a déclenché une escalade rapide des tensions militaires et géopolitiques, conduisant à la fermeture du détroit d'Ormuz. Ce couloir maritime stratégique, par lequel transitent près de 20 pour cent des exportations mondiales de pétrole, joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement énergétique mondial. Sa fermeture a provoqué d'importantes perturbations sur les marchés pétrolier, les marchés des produits de base et les marchés financiers mondiaux. Les prix du pétrole, qui se situaient autour de 65 dollars le baril avant le déclenchement du conflit, ont rapidement augmenté pour atteindre environ 95 dollars à la mi-mars avant de culminer à 113 dollars en avril ; à fin juin, les prix avaient baissé à environ 80 dollars le baril (figure 12). Depuis lors, les marchés pétroliers restent très instables à des niveaux élevés et exposés à de nouvelles pressions à la hausse si le conflit et les perturbations persistent. Pour la région CEMAC, cette crise s'inscrit dans un contexte de fragilité macroéconomique, caractérisé

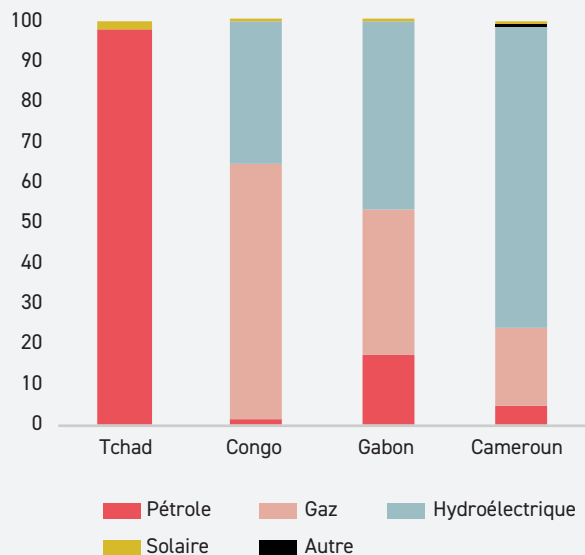
par une faible croissance, une baisse des exportations, une détérioration des situations budgétaires et des pressions sur les réserves de change. L'impact global sur l'union monétaire dépendra largement de la durée et de l'intensité du conflit.

Les économies de la région sont affectées de plusieurs manières, les impacts variant en fonction de la structure économique et du degré de vulnérabilité de chaque pays. Le premier canal est celui des prix du pétrole. Une hausse soutenue des prix du pétrole profiterait généralement aux pays exportateurs d'hydrocarbures, ce qui inclut tous les membres de la CEMAC à l'exception de la RCA. La hausse des prix du pétrole aurait un impact positif sur les exportations, les soldes des transactions courantes, les recettes budgétaires et les réserves de change, qui sont essentiels pour soutenir le régime de change et maintenir les programmes soutenus par le FMI. Les pays exportateurs de pétrole bénéficieraient également d'une augmentation temporaire des recettes budgétaires liées au pétrole. Toutefois, ces gains ne se matérialiseraient que si les recettes exceptionnelles étaient en grande partie épargnées plutôt que dépensées.

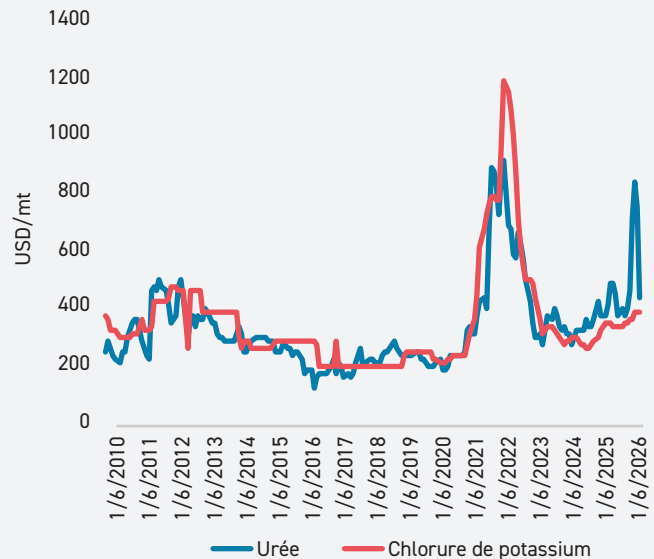
Figure 12. Prix du pétrole (USD/baril) et prix du gaz (USD/mmbtu), 1990-2026



Source : Banque mondiale. Mmbtu est l'abréviation de Metric Million British Thermal Unit, qui signifie un million de British Thermal Unit, une unité de mesure d'énergie utilisée pour des combustibles comme le gaz.

Figure 13. Production d'électricité par source, 2023

Source : AIE.

Figure 14. Prix des engrais : urée et chlorure de potassium, tonnes métriques (mt)

Source : Banque mondiale.

Ces effets positifs doivent toutefois être interprétés avec prudence. Bien qu'ils soient producteurs et exportateurs de pétrole, les pays de la CEMAC restent fortement tributaires des importations de produits pétroliers raffinés, essentiels aux transports, à l'industrie et à la production d'électricité (figure 13). La capacité de raffinage de la région reste limitée et insuffisante par rapport à la demande intérieure. En conséquence, la hausse des prix des carburants pourrait augmenter la facture des importations de produits pétroliers raffinés, réduisant ainsi les effets positifs sur la balance commerciale de la région. En outre, plusieurs pays de la CEMAC continuent de maintenir des subventions aux carburants, ce qui expose leurs finances publiques à la hausse des prix internationaux des carburants et à des pressions renouvelées en faveur d'une augmentation des dépenses liées aux subventions. Alors que plusieurs pays ont commencé à éliminer progressivement les subventions aux carburants, la hausse des prix du pétrole pourrait également ralentir le rythme des réformes en matière de subventions.

Le deuxième canal de transmission majeur est l'inflation, qui n'a commencé que récemment à refluer dans la région. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la hausse des coûts de l'énergie pourraient raviver les pressions

inflationnistes, réduisant le pouvoir d'achat des ménages et incitant la BEAC à adopter une politique monétaire plus restrictive afin de contenir l'inflation et de préserver les réserves extérieures. Le resserrement des conditions monétaires pèserait sur l'investissement et l'accès au crédit. Dans le même temps, la baisse du pouvoir d'achat, en particulier chez les ménages vulnérables, pourrait accroître les niveaux de pauvreté. Les pressions inflationnistes pourraient être amplifiées par la forte hausse des prix des engrais observée depuis le début du conflit (figure 14). Compte tenu de la forte dépendance de la région à l'égard des produits alimentaires importés, la hausse des coûts d'importation pourrait également aggraver l'insécurité alimentaire.

Un autre canal important est l'incertitude et une aversion accrue au risque. Si le conflit devait perdurer, les investisseurs pourraient adopter une position plus prudente vis-à-vis de la région, se tournant vers des pays et des actifs perçus comme des options plus sûres. Cela pourrait exacerber les contraintes de financement existantes sur les marchés régionaux, qui sont déjà caractérisés par une baisse de la demande de titres souverains de la CEMAC et une capacité limitée du secteur bancaire à absorber une dette publique supplémentaire.

Capacité des pays de la CEMAC à absorber le choc généré par le conflit au Moyen-Orient

Du point de vue des politiques publiques, une question essentielle est de comprendre dans quelle mesure les pays de la CEMAC sont préparés à atténuer les répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient.

Le tableau 2 ci-dessous présente une carte thermique qui résume trois dimensions de l'état de préparation des pays : l'exposition, la vulnérabilité et la marge de manœuvre pour répondre aux effets probables et actuels du conflit. L'exposition rend compte du degré

de dépendance à l'égard des importations de pétrole et de gaz, y compris le pétrole brut, les produits pétroliers raffinés et le gaz naturel, ce qui est particulièrement important étant donné que la plupart des économies de la CEMAC sont elles-mêmes exportatrices de pétrole et sensibles aux fluctuations des marchés mondiaux de l'énergie. La vulnérabilité désigne les conditions macroéconomiques sous-jacentes qui pourraient amortir ou intensifier les effets d'un choc des prix de l'énergie. L'espace politique mesure la capacité d'un gouvernement à mettre en œuvre des mesures qui atténuent les retombées économiques du conflit.¹⁶

Tableau 2. Exposition, vulnérabilité et marge de manœuvre pour faire face aux défis liés au conflit au Moyen-Orient

Pays	Exposition	Vulnérabilité			Marge de manœuvre	
	Importations nettes de pétrole et de gaz (pour cent du PIB, 2024)	Besoins de financement extérieur (pour cent du PIB, 2025)	Taux d'inflation (février 2026 ou plus récent)	Réserves brutes (mois d'importations, 2025)	Dette publique (pour cent du PIB, 2025) ¹	Solde budgétaire (pour cent du PIB, 2025) ¹
RCA	7,2	13,0	-1,8	8,3	62	-5,6
Cameroun	-1,1	9,5	2	5,9	43,8	-2,2
Tchad	-15,1	1,7	-5,7	3,9	30,2	-1,7
Gabon	-25,5	-21,2	1,6	0,4	81,9	-12,2
Rép. du Congo	-33,8	11,1	-0,9	1,8	97,4	0,6
Guinée Equatoriale	-32,4	-2,4	2,2	4,3	36,3	-0,5

Sources : Base de données du CEPII BACI sur le commerce bilatéral ; Rapport sur la politique monétaire de la BEAC (avril 2026), Perspectives de l'économie mondiale, Fonds monétaire international ; Macroeconomic and Poverty Outlook, Banque mondiale ; International Debt Statistics, Banque mondiale ; Haver Analytics. Note : (1) Les données sur la dette et le solde budgétaire sont basées sur les estimations de la Banque mondiale. Les verts, les jaunes et les rouges représentent respectivement les niveaux de préparation élevés, moyens et faibles. Les seuils des cartes thermiques sont définis à l'aide des quartiles de la distribution de chaque variable dans l'échantillon des pays en développement. Les exportations et importations de pétrole et de gaz sont mesurées à l'aide des codes 2709 (pétrole brut), 2710 (pétrole raffiné) et 2711 (gaz naturel) du Système harmonisé (SH) de la base de données pour l'analyse du commerce international (BACI). Les besoins de financement extérieur sont mesurés par la somme du déficit du compte courant, de la dette extérieure à court terme et des paiements du service de la dette extérieure à long terme, et les données proviennent du Bulletin d'information économique sur l'Afrique (avril 2026). Le taux d'inflation est la variation en pourcentage d'une année sur l'autre de l'indice des prix à la consommation en février ou sur la base des dernières données disponibles. PIB = produit intérieur brut.

¹⁶ Les trois dimensions définies de la préparation des pays proviennent du Bulletin d'information économique en Afrique (avril 2026). <https://hdl.handle.net/10986/44533>

Le niveau de capacité des pays de la CEMAC à absorber le choc du conflit au Moyen-Orient est inégal et tient à la fois à une exposition relativement favorable, mais aussi à des défis importants en matière de vulnérabilité et de marge de manœuvre politique. En ce qui concerne l'exposition, la plupart des pays de la CEMAC tirent avantage de leur statut d'exportateurs nets de pétrole et de gaz, mais restent exposés aux prix plus élevés des importations de produits pétroliers raffinés. L'exposition du Cameroun est globalement neutre, tandis que la RCA est plus exposée en tant qu'importateur net de pétrole. Du point de vue de la vulnérabilité, la région est exposée à de fragilités importantes : plusieurs pays (notamment le Cameroun et le Congo) ont des besoins de financement extérieur élevés, conjugués à de faibles réserves de change dans certains cas (en particulier le Gabon et le Congo), ce qui accroît leur vulnérabilité aux répercussions du conflit. La marge de manœuvre est la contrainte la plus déterminante dans la région. Si les niveaux d'endettement sont modérés dans certains pays, d'autres, comme le Congo et le Gabon, sont confrontés à une dette publique plus élevée, et la plupart des pays accusent des déficits budgétaires, ce qui limite leur capacité à déployer des mesures anticycliques. Dans l'ensemble, bien qu'elles bénéficient d'une exposition directe inférieure à celle d'autres pays en développement, les économies de la CEMAC ne sont que partiellement préparées, car les vulnérabilités structurelles et la marge de manœuvre politique restreinte réduisent leur capacité à absorber efficacement le choc.

Les réponses des gouvernements aux répercussions économiques du conflit au Moyen-Orient varient considérablement. Le gouvernement camerounais a adopté deux mesures clés. Premièrement, la chaîne d'approvisionnement en carburant et essence a été sécurisée grâce à la sélection de trois commerçants internationaux, remplaçant l'accord précédent dans lequel plusieurs entreprises nationales détenaient des autorisations d'importation d'hydrocarbures. Deuxièmement, des réductions partielles de la TVA et des droits de douane ont été accordées pour les importations de carburant. La Guinée Equatoriale n'a pas adopté de mesures spécifiques à la crise, bien que les subventions aux carburants aient été maintenues jusqu'en juin 2026, date à laquelle le gouvernement a procédé à une hausse des prix des carburants.¹⁷ Le Gabon, de même, a maintenu des subventions sur les carburants et des contrôles des prix sur les produits alimentaires et de

construction essentiels, tout en inaugurant un centre national d'achats (Centrale d'Achats) début 2026 pour réduire les coûts d'importation ; des réformes dans les subventions au carburant sont prévues mais n'étaient pas encore mises en œuvre à la mi-2026.

Pour protéger à la fois les économies des pays de la CEMAC et en particulier les populations vulnérables, les réponses politiques devraient être soigneusement calibrées et alignées sur les contraintes de chaque pays. À court terme, les priorités devraient être axées sur la protection des ménages et la préservation des chaînes d'approvisionnement essentielles tout en préservant une marge de manœuvre budgétaire limitée. Cela implique d'éviter les subventions générales et non ciblées et les contrôles des prix qui sont coûteux, régressifs et faussent les incitations, en faveur d'une protection sociale ciblée et de réponses fondées sur le marché, soutenues par une gestion macroéconomique prudente.

Les priorités stratégiques diffèrent d'un pays à l'autre. Pour les exportateurs nets de pétrole tels que le Gabon, le Congo, la Guinée Equatoriale, et le Tchad, la hausse des prix du pétrole offre une marge de manœuvre budgétaire temporaire, mais ces gains devraient être gérés avec prudence. Les recettes supplémentaires devraient être utilisées de manière transparente pour soutenir les ménages vulnérables, maintenir les services essentiels et reconstituer les tampons, notamment en augmentant les réserves et en réduisant la dette publique. Pour les économies plus exposées, en particulier la RCA, l'accent devrait être mis sur l'atténuation de l'impact de la hausse des coûts d'importation grâce à un soutien ciblé et à une hiérarchisation minutieuse des dépenses.

Dans toute la région, il reste essentiel de réduire les pressions du côté de l'offre pour limiter la transmission des chocs externes. Pour renforcer la sécurité énergétique et alimentaire, des mesures seraient nécessaires pour garantir l'accès aux importations essentielles, en particulier les carburants et les engrais, tout en apportant aux entreprises et aux exploitations agricoles des liquidités, des financements et un accès aux intrants. L'amélioration de la capacité de stockage, l'augmentation de la productivité agricole et le renforcement des chaînes d'approvisionnement régionales seront essentiels pour réduire la vulnérabilité aux perturbations futures.

17 Source: <https://realequatorialguinea.com/sociedad/entra-en-vigor-la-nueva-subida-de-precios-del-combustible-en-guinea-ecuatorial-asi-quedan/>.

Plus précisément, les mesures de politique budgétaire devraient tenir compte à la fois du caractère temporaire de la hausse des prix du pétrole et des contraintes existantes. Le renforcement de la transparence et l'utilisation efficace des revenus du secteur extractif seront essentiels, de même que le respect continu des critères de convergence de la CEMAC. Les mesures envisageables pourraient inclure la poursuite des réformes des subventions aux carburants dans certains pays et l'utilisation des recettes pétrolières supplémentaires pour constituer des réserves et réduire le niveau de la dette publique. Les gouvernements pourraient également éviter un contrôle prolongé des prix et les distorsions du marché tout en maintenant une politique monétaire appropriée pour contenir les pressions inflationnistes.

S'agissant de la politique commerciale, un examen des politiques commerciales et tarifaires de la CEMAC pourrait aider à atténuer les pressions inflationnistes importées. Des réductions ciblées des tarifs extérieurs sur certains produits essentiels pourraient être envisagées, tout en offrant l'occasion de réévaluer plus largement la politique commerciale régionale, qui se caractérise actuellement par des droits d'importation particulièrement élevés. Le tarif extérieur commun de la CEMAC s'élève à 18 pourcent et tous les pays de la région se classent parmi les dix pays qui appliquent les tarifs les plus élevés au monde. Une approche régionale coordonnée de l'approvisionnement en engrais pourrait également aider à sécuriser l'approvisionnement tout en minimisant les coûts.

À moyen terme, les pouvoirs publics pourraient concentrer leurs efforts sur le rétablissement de la résilience et la levée des contraintes structurelles. Il s'agit notamment de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, d'améliorer l'efficacité des dépenses et de favoriser le développement du secteur privé. Les investissements dans les transports, les infrastructures énergétiques et les chaînes de valeur régionales seraient essentiels pour réduire l'exposition aux chocs externes, parallèlement aux efforts continus visant à améliorer la productivité agricole et l'efficacité de l'utilisation des intrants.

Plus généralement, il demeure opportun de faire avancer les réformes structurelles pour mieux gérer les risques découlant des chocs extérieurs à l'exemple des perturbations causées par le conflit au Moyen-Orient, ainsi que pour stabiliser les finances publiques

et assurer une trajectoire budgétaire durable. Les efforts de stabilisation macroéconomique et budgétaire engagés à la suite du Sommet des Chefs d'État de la CEMAC début 2026, ainsi que les réformes prévues dans le cadre du programme de réformes régionales PREF-CEMAC II, devraient se poursuivre de manière décisive afin de préserver la stabilité régionale. Les gains temporaires de la hausse des prix du pétrole ne devraient pas retarder ou affaiblir les réformes nécessaires pour renforcer durablement la résilience économique et externe de la région.

Relever les défis : les actions récentes de la CEMAC et les réformes régionales prioritaires

La CEMAC est confrontée à des déséquilibres macroéconomiques importants, qui peuvent affecter la stabilité régionale et entraver les aspirations de développement de la région. La CEMAC a mis en place un programme régional de réformes, le Programme régional de réformes économiques et financières (PREF-CEMAC) qui, actuellement dans sa deuxième phase, vise à promouvoir les réformes structurelles en se concentrant sur des domaines clés comme le développement du capital humain. En effet, en complément aux réformes structurelles, commerciales, budgétaires et financières prévues au sein du programme, le PREF-CEMAC II a intégré, pour la première fois, le capital humain comme nouvel axe de réformes prioritaires. Cependant, la région est confrontée à d'importantes pressions économiques, budgétaires et financières. La situation budgétaire s'est détériorée sous l'effet de l'augmentation des dépenses publiques, conjuguée à une détérioration des résultats des exportations de pétrole due à la baisse des prix et à l'arrivée à maturité des gisements pétroliers, ce qui exerce une pression sur les réserves. Au début de 2026, l'incapacité à atteindre l'objectif régional d'avoirs extérieurs nets convenu avec le FMI a bloqué la conclusion de l'examen des assurances régionales de la CEMAC par le FMI, une condition pour les décaissements dans le cadre des programmes du FMI dans les pays membres de la CEMAC.

Face à ces défis, les Chefs d'État de la CEMAC ont réaffirmé leur engagement à accélérer les réformes. Lors d'un Sommet extraordinaire des Chefs d'État de la CEMAC organisé à Brazzaville, en République du Congo, le 22 janvier 2026, tous les pays membres se sont engagés à adopter des mesures correctives pour renforcer la discipline budgétaire, l'assainissement budgétaire et une plus grande transparence. Tous les



Photo : World Bank / Vincent Tréneau

pays se sont engagés à poursuivre ou à solliciter des programmes soutenus par le FMI et à redoubler d'efforts de rapatriement des recettes pour faire face aux graves problèmes posés par la diminution des réserves et la détérioration des finances publiques dans la région¹⁸.

Cet engagement politique renouvelé a été suivi par des efforts visant à accélérer les réformes dans le cadre du PREF-CEMAC, notamment un appel à l'action du Comité directeur du Programme régional de réformes.

La sixième session extraordinaire du Comité de pilotage du PREF-CEMAC (COPIL) s'est tenue le 8 avril 2026 à N'Djamena, au Tchad. La session, présidée par le Ministre congolais des Finances, a passé en revue les progrès accomplis sur dix réformes économiques prioritaires mandatées par les Chefs d'État de la CEMAC lors de leur sommet de janvier 2026. Bien que des progrès aient été notés, notamment le renforcement de la coopération avec le FMI et les efforts déployés pour améliorer la supervision bancaire et la numérisation des finances publiques, le COPIL a noté que les progrès devaient être accélérés et que d'importantes disparités subsistaient entre les États membres, sur fond de défis

institutionnels, de contraintes financières et de retards administratifs. Le COPIL du PREF-CEMAC a émis huit recommandations clés à l'intention des États membres et des institutions régionales : i) assurer la numérisation complète et la mise en œuvre du compte unique du Trésor ; ii) mettre en œuvre des plans d'apurement de la dette intérieure ; (iii) finaliser l'alignement des données budgétaires (TOFE) sur la base des normes les plus récentes (Manuel de statistiques de finances publiques 2014 du FMI) ; iv) imposer le rapatriement des recettes d'exportation ; (v) poursuivre les négociations pour le rapatriement des fonds de restauration des sites pétroliers ; (vi) adopter des limites plus strictes pour réduire l'exposition des banques à la dette souveraine ; (vii) adopter une loi bancaire unique ; et (viii) liquider ou suivre la restructuration des banques publiques en situation de fragilité. L'accélération de ces réformes et d'autres réformes économiques essentielles serait essentielle pour assurer une situation macroéconomique et budgétaire durable, capable de soutenir les aspirations de croissance et d'apporter des améliorations tangibles et durables pour les populations de la région CEMAC.

18 La République centrafricaine, le Tchad et la Guinée Equatoriale ont des programmes en cours avec le FMI. Au mois de juin 2026, la République du Congo et le Gabon avaient récemment sollicité de nouveaux programmes soutenus par le FMI.

Tableau 3. Indicateurs de développement structurel dans la CEMAC

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de certains indicateurs macroéconomiques sur une période de trois ans, 2022-2024 (pour la plupart des indicateurs). La valeur de l'indicateur peut augmenter (couleur verte), diminuer (couleur rouge) ou rester relativement stable (couleur jaune).

En hausse

En déclin

Stable

	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Pays à faible revenu	
	Gabon	Guinée Equatoriale	Cameroun	Rép. du Congo	RCA	Tchad
SECTEUR PRIVÉ						
Investissement direct étranger, entrées nettes (pour cent du PIB)						
Agriculture, foresterie et pêche, valeur ajoutée (pour cent du PIB)						
Industrie (y compris construction), valeur ajoutée (pour cent du PIB)						
Services, valeur ajoutée (pour cent du PIB)						
INFRASTRUCTURES						
Formation brute de capital fixe (pour cent du PIB)						
Accès à l'électricité (pour cent de la population)						
Indice de performance logistique de la Banque mondiale. Classement sur 139 pays						
CAPITAL HUMAIN ET NUMÉRISATION						
Dépenses publiques d'éducation, total (pour cent du PIB)						
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)						
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)						
Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)						
Indice de capital humain plus (0-325)						
Utilisateurs d'Internet (pour cent de la population)						
Serveurs Internet sécurisés (pour 1 million d'habitants)						

CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Indice ND-GAIN sur la vulnérabilité climatique et la préparation						
EMPLOI						
Emploi dans l'agriculture (pour cent de l'emploi total)						
Emploi dans l'industrie (pour cent de l'emploi total)						
Emploi dans les services (pour cent de l'emploi total)						
Part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, total (pour cent de la population jeune)						
Travailleurs salariés (pour cent de l'emploi total)						
Production par heure travaillée (PIB en dollars internationaux constants de 2017 en PPA)						
COMMERCE ET AIDE AU DEVELOPPEMENT						
Aide au développement nette reçue (pour cent du RNB)						
Exportations de combustibles et de produits miniers (pour cent du PIB)						
GOUVERNANCE						
Rang centile pour tous les pays (varie de 0 (rang le plus bas) à 100 rang (rang le plus élevé)) 2024						
Voix et responsabilité						
Stabilité politique et absence de violence / terrorisme						
Efficacité des pouvoirs publics						
Qualité de la réglementation						
État de droit						
Lutte contre la corruption						

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, Organisation internationale du travail (OIT), Organisation mondiale du commerce (OMC), Organisation de la complexité économique (OEC), UNESCO, OMS, LOIS DE RÉGLEMENT BUDGÉTAIRE DU CAMEROUN 2022-2023-2024.

Les classifications de tendance comparent la dernière valeur disponible à son niveau de 2022. Un indicateur est classé en hausse (amélioration), en baisse (détérioration) ou stable selon l'ampleur de son évolution. Pour les indicateurs exprimés en pourcentage du PIB, une variation d'au moins ±0,5 point de pourcentage est nécessaire pour être classée en hausse ou en baisse ; en deçà de ce seuil, l'indicateur est considéré comme stable. Pour les indicateurs de gouvernance, un seuil de ±2 points est appliqué. Pour la plupart des autres indicateurs, une variation d'au moins ±1 point (ou 1 point de pourcentage, selon l'indicateur) est requise pour être classée en hausse ou en baisse ; les variations plus faibles sont considérées comme stables.

Note : L'indice de performance logistique (IPL) de la Banque mondiale est présenté pour 2016, 2018 et 2023. L'ICH Plus est disponible pour 2015, 2020 et 2025 ; tous les autres indicateurs sont indiqués pour 2022, 2023 et 2024. Pour l'indicateur des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) et les indicateurs de santé (mortalité néonatale, des moins de cinq ans et maternelle), une règle de codage couleur différente s'applique : les baisses indiquent une amélioration (vert), tandis que les augmentations signalent une détérioration (rouge). Les cellules vides indiquent que les données sont insuffisantes pour évaluer les tendances.



SECTION

2—

Evolution récente par pays¹⁹

19 La section consacrée aux évolutions par pays est basée sur les Perspectives macroéconomiques et de pauvreté (MPO) de la Banque mondiale pour les Réunions de printemps 2026 pour les six pays de la CEMAC. Au niveau de chaque pays, le MPO offre un aperçu de l'évolution économique récente, des prévisions relatives aux principales variables macroéconomiques et de la pauvreté au cours de la période 2026-2028, ainsi qu'une analyse des principaux défis pour la croissance économique, la stabilité macroéconomique et la réduction de la pauvreté. Les MPO pour 147 pays sont publiés deux fois par an à l'occasion des Réunions de printemps et des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Cette édition est principalement basée sur des données d'avril 2026, avec des mises à jour de certaines données spécifiques disponibles en juillet 2026. Les MPO pour l'Afrique subsaharienne sont accessibles à l'adresse : https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa.

Cameroun



Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 4,20 dollars par jour
29,9	11,1
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
63,7	114,4
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
56,8	1.901,8

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFM et données officielles.
Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

La croissance du Cameroun a ralenti à 3,2 pour cent en 2025 en raison des troubles post-électorales, tandis que la pauvreté est restée inchangée à un peu plus de 28 pour cent. Les recettes ont chuté, creusant le déficit à 2,2 pour cent du PIB, la dette publique s'établissant à 43,8 pour cent du PIB. La croissance à court terme dépend de l'amélioration de l'approvisionnement en électricité et de l'investissement privé, mais des risques de dégradation subsistent en raison de la lenteur du rythme des réformes, de l'insuffisance des financements des bailleurs de fonds et de la volatilité des prix des matières premières.

Conditions et défis de développement

L'économie camerounaise a fait preuve de résilience, mais le revenu par habitant en 2025 reste inférieur d'environ 20 pour cent aux niveaux du boom pétrolier du milieu des années 1980. La progression vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est freinée par une productivité structurellement faible, des déficits d'infrastructures, des problèmes de gouvernance et des chocs externes répétés. La création d'emplois est à la traîne par rapport à la croissance de la population active et le capital humain (ICH = 0,4) est à la traîne par rapport aux pays comparables. Les faiblesses structurelles persistantes exigent des réformes urgentes pour accroître la productivité, diversifier l'économie et améliorer les services grâce à la décentralisation.

On estime que le nombre de personnes disposant de moins de 3 dollars par jour pour vivre (en PPA de 2021) est passé de 7,1 millions à plus de 8,4 millions entre 2021 et 2025. La faible croissance économique, l'inflation persistante, la faible création d'emplois et les chocs récurrents ont compromis les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté.

Le service de la dette du Cameroun a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie et représentait en 2025 un tiers des dépenses totales, soit plus du triple du chiffre de 2013 qui était d'un peu moins de 10 pour cent. Le fardeau élevé du service de la dette augmente les pressions sur la marge de manœuvre pour d'autres dépenses, par exemple, les dépenses sociales ne représenteront que 17,9 pour cent du budget en 2026.

Evolution récente

En 2025, le PIB réel n'a augmenté que de 3,2 pour cent, tiré par la consommation privée et l'investissement. Les troubles postélectorales et les mesures de confinement ont freiné l'activité économique, en particulier les services. Malgré une bonne performance des exportations de fèves de cacao, les baisses continues de la production d'huile et des exportations de grumes, conjuguées à l'augmentation des importations, ont creusé le déficit du compte courant, qui est passé de 3,4 pour cent du PIB en 2024 à 4,2 pour cent en 2025. L'inflation est tombée à 3,4 pour cent en décembre 2025, sous l'effet d'une politique monétaire stricte, d'un contrôle des prix et d'une inflation moindre à l'importation. En juin 2026, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a repris un assouplissement progressif de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 pour cent à 4,5 pour cent, renversant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets.

Les effets combinés d'une croissance tirée par la consommation privée et l'investissement auraient pu réduire la pauvreté en soutenant la demande et l'emploi. L'augmentation des exportations de cacao profite également aux ménages ruraux. Cependant, les troubles postélectorales et les interruptions de service nuisent aux revenus informels des zones urbaines.

Le déficit budgétaire est passé de 1,5 pour cent du PIB en 2024 à 2,2 pour cent en 2025, principalement en raison de la baisse des recettes pétrolières et des revenus non pétroliers associée aux troubles postélectorales et aux confinements. Le déficit primaire non pétrolier s'est légèrement creusé pour s'établir à 2,6 pour cent du PIB. Les dépenses courantes sont restées élevées (liées aux élections) tandis que les dépenses en capital ont diminué. Le ratio de la dette publique sur le PIB a diminué à 43,8 pour cent fin 2025, contre 44,8 pour cent l'année précédente. La dette publique est considérée comme soutenable, mais les risques de liquidité restent élevés. Les recettes d'exportation sont insuffisantes pour couvrir entièrement les besoins du service

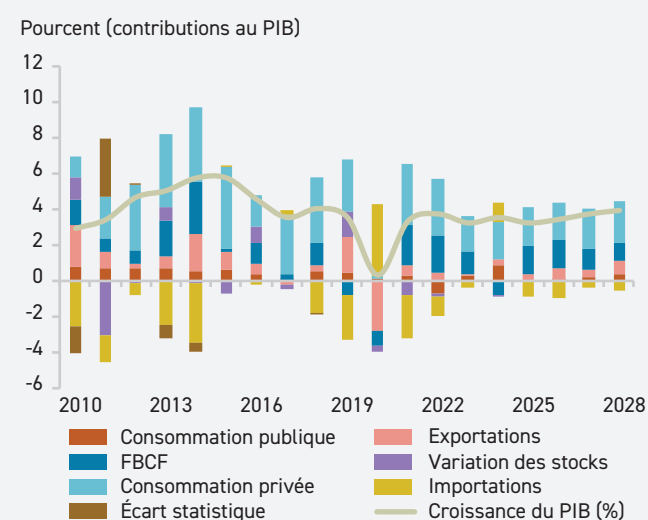
de la dette extérieure, et les paiements d'intérêts ont augmenté globalement pour atteindre 1,4 pour cent du PIB. Le budget 2026 donne la priorité à la croissance inclusive, avec des mesures conçues pour réduire la pauvreté et réduire les inégalités. Par exemple, il a affecté 50 milliards de francs CFA à un fonds spécial destiné à autonomiser économiquement les femmes et à développer l'emploi des jeunes. Cependant, l'augmentation du service de la dette réduit la marge de manœuvre budgétaire disponible pour les programmes de réduction de la pauvreté et, plus généralement, les dépenses sociales, ce qui peut ralentir les progrès vers l'amélioration des niveaux de vie et le développement humain.

Perspectives

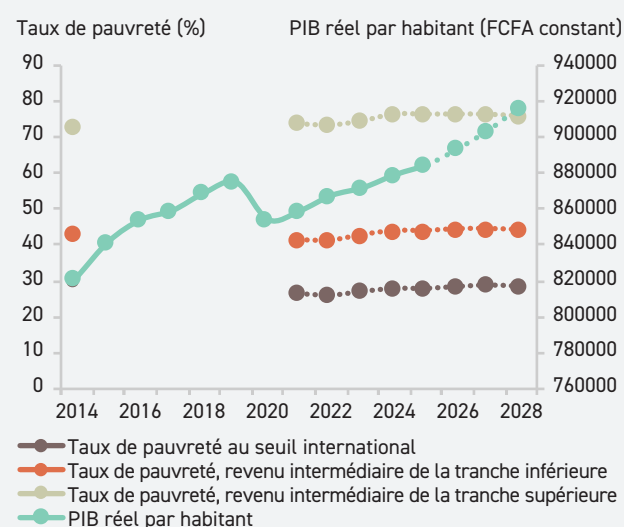
La croissance du PIB réel devrait augmenter lentement, mais rester modérée à court terme. Entre 2026 et 2028, elle devrait s'établir en moyenne à 3,7 pour cent, tirée par un meilleur accès à l'énergie pour les entreprises et une augmentation des investissements privés. Le raccordement du nouveau barrage de Nachtigal aux zones industrielles de Douala devrait atténuer les pénuries d'électricité et stimuler la fabrication, la construction et les services. Le déficit budgétaire et le ratio dette/PIB devraient légèrement diminuer à moyen terme, l'augmentation du recouvrement des impôts compensant la baisse des recettes pétrolières. Dans le même temps, le secteur extérieur pourrait se détériorer davantage du fait de la baisse de la production pétrolière et de l'investissement privé à forte intensité d'importations. Et ce, malgré le fait que les retombées du conflit au Moyen-Orient sur les prix du pétrole devraient soutenir la croissance du compte courant et du PIB en 2026, tout en ne réduisant que légèrement le déficit budgétaire. Les pressions à la hausse sur les prix devraient maintenir l'inflation bien au-dessus de 3 pour cent jusqu'en 2028, aggravant encore une insécurité alimentaire déjà tendue.

Le taux de pauvreté devrait rester stable, autour de 28 pour cent, car une inflation plus élevée que prévu et une croissance réelle modeste par habitant empêchent une réduction significative de la pauvreté. Le nombre de personnes vivant avec moins de 3 dollars par jour augmenterait d'environ 840 000 entre 2025 et 2028, pour atteindre plus de 9 millions au total. La principale priorité de la lutte contre la pauvreté consiste à accélérer la croissance génératrice d'emplois, en particulier dans l'agriculture et les autres secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, tout en renforçant les programmes de protection sociale ciblés.

Les perspectives de croissance économique pâtissent de risques importants, notamment la volatilité des prix des produits de base, la persistance de la crise sécuritaire, l'insuffisance de l'appui des bailleurs de fonds, les pénuries d'énergie, les conflits prolongés au Moyen-Orient et l'insécurité alimentaire due à la hausse des prix, autant de facteurs qui menacent la croissance économique. Le renforcement des marges de manœuvre macro-budgétaires, la poursuite des réformes structurelles, la décentralisation budgétaire et un meilleur ciblage de la protection sociale peuvent contribuer à relever les défis et à promouvoir une croissance plus inclusive.

Figure 1. Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel

Source : Banque mondiale.

Figure 2. Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2. Cameroun : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	3,2	3,5	3,2	3,4	3,7	3,9
Consommation privée	2,7	2,8	3,0	2,9	3,1	3,2
Consommation publique	2,9	7,9	-0,8	0,1	1,6	3,7
Formation brute de capital fixe	6,1	-3,7	7,8	7,7	5,7	4,9
Exportations, biens et services	0,4	2,3	2,6	4,6	2,8	4,7
Importations, biens et services	1,9	-5,0	4,3	5,1	1,8	2,9
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	3,1	3,5	3,2	3,4	3,7	3,9
Agriculture	2,2	3,6	1,4	1,3	2,1	2,3
Industrie	2,3	2,4	3,5	4,9	4,0	4,9
Services	3,8	4,0	3,7	3,4	4,1	3,9
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	63,3	62,9	63,0	63,2	63,5	63,8
Inflation (indice des prix à la consommation)	7,4	4,5	3,4	5,7	3,8	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-4,1	-3,4	-4,2	-4,6	-4,9	-4,3
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,0	-1,5	-2,2	-1,5	-1,8	-1,8
Recettes (% du PIB)	16,6	16,3	15,5	16,5	15,8	16,1
Dette (% du PIB)	42,3	44,8	43,8	43,5	43,8	42,6
Solde primaire (% du PIB)	0,1	-0,2	-0,7	0,2	-0,3	-0,1
Taux de pauvreté au seuil international (3,00 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	27,3	28,2	28,2	29,0	29,3	28,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,20 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	42,7	43,8	43,8	44,6	44,5	44,2
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,30 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	74,7	76,4	76,4	76,6	76,5	75,9
Croissance des émissions de GES (MtCO₂e)	0,1	0,4	0,8	0,9	1,2	1,1

Source : Banque mondiale, Département de la politique budgétaire et de la croissance. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE. Notes : e = estimation, p = prévision. 1/ Calculs basés sur l'ECAM-V 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2025. Les prévisions portent sur la période 2026-2028. 2/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

République centrafricaine

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 3 dollars par jour
5.5	3.7
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
57.4	96.8
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
3.2	572.9

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMod et données officielles.
Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

La croissance du PIB réel s'est établie à 4,5 pour cent en 2025, tirée par de fortes exportations d'or et une meilleure disponibilité des combustibles. Les dépenses liées aux élections ont creusé le déficit budgétaire primaire à 4,6 pour cent, augmentant ainsi la dette. Le niveau élevé du service de la dette, l'appui limité des bailleurs de fonds, les dépenses de sécurité imprévues et la mauvaise gestion des finances publiques limitent les dépenses publiques consacrées aux salaires et aux services essentiels. Les taux d'extrême pauvreté, qui concernent plus des deux tiers de la population, sont élevés et persistants.

Conditions et défis de développement

La République centrafricaine (RCA) reste extrêmement fragile, avec d'abondantes ressources naturelles qui ne se sont pas encore traduites par une stabilité et une croissance généralisées. En 2025, le PIB réel par habitant s'élevait à environ 394 dollars, en dessous de son niveau des années 1960. La pauvreté est généralisée ; En 2025, 67,5 pour cent de la population vivait avec moins de 3 dollars par jour (en PPA de 2021). Les emplois, en particulier pour les jeunes, sont rares. Les défis politiques et les zones d'insécurité persistantes, exacerbés par les retombées régionales, mettent à rude épreuve un État très centralisé disposant d'une marge de manœuvre budgétaire limitée et d'un risque élevé de surendettement. Les fréquentes pénuries de carburant et d'électricité, la faiblesse de la gouvernance et une base de production étroite ralentissent la croissance.

Pour parvenir à un niveau de stabilité macro-budgétaire qui permettrait au pays de s'engager sur une trajectoire de croissance soutenue et de réduire la pauvreté, il est nécessaire de procéder d'urgence à des réformes dans le secteur pétrolier, l'environnement des affaires, la politique budgétaire et la gestion des finances publiques, ce qui pourrait également contribuer à débloquer davantage d'aide des bailleurs de fonds.

Evolution récente

La croissance économique devrait atteindre 4,5 pour cent en 2025, bien au-dessus de la moyenne de 0,9 pour cent des cinq dernières années et après une augmentation de 1,5 pour cent en 2024. Cette performance est portée par une augmentation significative des exportations d'or, soutenue par la hausse des prix et l'amélioration de l'enregistrement des volumes de production. La poursuite des travaux publics et la hausse de la consommation de carburant ont entretenu la dynamique. Du côté de la demande, les exportations et la consommation des administrations publiques sont les principaux moteurs de la croissance.

En juin 2026, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a repris un assouplissement progressif de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 pour cent à 4,5 pour cent, renversant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets. L'inflation de la RCA a encore fléchi à 1,0 pour cent en 2025 (contre 1,5 pour cent en 2024), sous l'effet d'une inflation plus faible des biens importés et de la baisse des prix des denrées alimentaires, ainsi que de la baisse des prix des carburants à la pompe. L'augmentation des prêts non productifs et l'importance des engagements souverains représentent des risques importants pour le secteur financier, malgré le renforcement de la surveillance du secteur bancaire et l'amélioration de la stabilité bancaire.

Le déficit budgétaire global, prévu à 2,5 pour cent du PIB, s'est creusé à 5,6 pour cent en 2025, contre 5,1 pour cent en 2024, en raison de dépenses électorales plus élevées que prévu, malgré des recettes intérieures plus élevées, y compris le produit des licences 5G. La mise en œuvre de la réforme a été lente. La cinquième revue de la Facilité élargie de crédit du Fonds monétaire international (FMI), prévue pour octobre 2025, n'a pas encore été achevée, ce qui a entraîné le non-décaissement des ressources associées en 2025. En outre, l'accès aux dons et aux financements concessionnels reste limité. Confronté à un important déficit de financement, le gouvernement a eu recours à des emprunts régionaux à court terme assortis d'un taux d'intérêt élevé et à des prêts bancaires intérieurs. Cela a augmenté les coûts d'intérêt, les risques de refinancement et les risques de liquidité.

Le déficit du compte courant s'est réduit, passant de 9,1 pour cent à 7,7 pour cent du PIB en 2025, sous l'effet de l'augmentation des exportations d'or due à une hausse de 44,3 pour cent des prix de l'or entre 2024 et 2025, de l'augmentation de la production et de l'amélioration des rapports.

L'accélération de la croissance du PIB n'a pas eu d'impact sur la pauvreté en raison des retombées limitées du secteur minier et du manque d'accès aux services de base. Pour 2025, la pauvreté est estimée à 67,5 pour cent de la population, soit un taux similaire à celui de 2024 (67,8 pour cent). Les disparités géographiques sont marquées : l'extrême pauvreté atteint 78,3 pour cent en milieu rural contre 52,0 pour cent en milieu urbain.

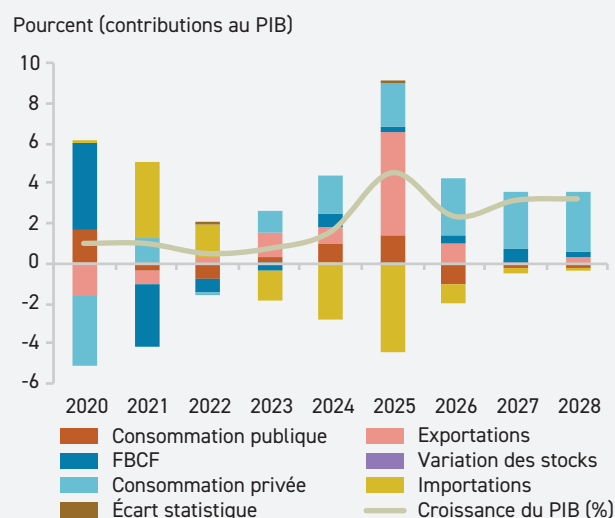
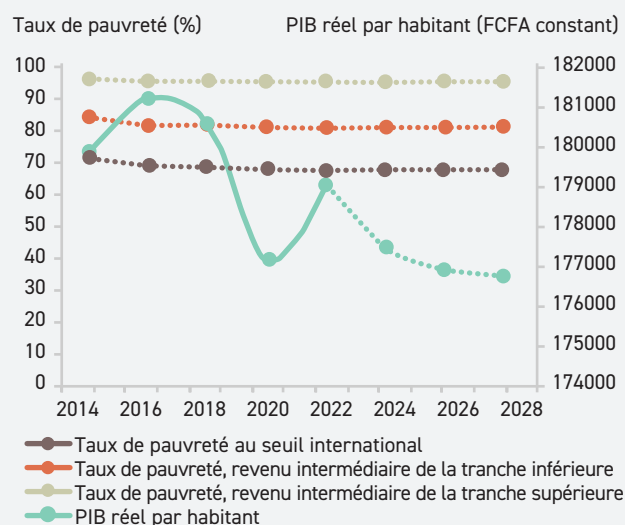
Perspectives

La croissance moyenne du PIB devrait ralentir à 2,3 pour cent en 2026 après la performance exceptionnelle de 2025, avant de revenir à une tendance à moyen terme de 3,2 pour cent. La stabilisation de la production d'or après la forte hausse de 2025, conjuguée à la baisse des dépenses publiques (après les élections), pèse sur cette tendance. En outre, le conflit au Moyen-Orient fait peser des risques importants sur la croissance du PIB, car la forte dépendance de la RCA à l'égard des importations de carburant expose le pays à des pressions sur les prix mondiaux et accroît le risque de pénurie de carburant, ce qui peut à son tour freiner la production intérieure. Si la réglementation des prix des carburants peut atténuer le choc, la hausse des prix du marché informel des carburants est susceptible de soutenir les pressions inflationnistes et d'éroder les revenus réels des plus pauvres, même si l'inflation devrait rester inférieure à l'objectif de 3 pour cent de la BEAC d'ici 2028.

Le déficit budgétaire global devrait légèrement diminuer à 4,8 pour cent du PIB d'ici 2026, principalement en raison d'une modeste rationalisation des dépenses. La dette publique devrait augmenter progressivement, en raison de l'accès limité aux dons/prêts concessionnels et du recours massif aux marchés régionaux/intérieurs pour financer le déficit. Le solde du compte courant devrait continuer à s'améliorer, dans l'hypothèse où la production et les exportations d'or restent stables.

L'extrême pauvreté devrait rester stable, car la croissance réelle par habitant dans le secteur agricole, où travaillent la plupart des pauvres, devrait être négative. Selon les projections, 410 000 personnes supplémentaires devraient basculer dans l'extrême pauvreté entre 2025 et 2028, sous l'effet de la croissance démographique. Pour stimuler la productivité agricole, les agriculteurs ont besoin d'un meilleur accès aux intrants, au crédit et aux marchés, grâce à la facilitation des échanges et à l'infrastructure routière.

La croissance du PIB et la stabilité macro-budgétaire de la RCA sont exposées à d'importants risques de dégradation : insécurité permanente, pénuries de carburant et coupures d'électricité fréquentes, réserves gouvernementales limitées, financement imprévisible et onéreux du marché régional, ainsi que défis en matière de gouvernance et de mise en œuvre des réformes. Le conflit en cours au Moyen-Orient représente un nouveau risque supplémentaire pour la croissance du PIB et la stabilité macro-budgétaire.

Figure 1. Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel**Figure 2.** Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant

Source : Banque mondiale.

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2. République centrafricaine : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	0,7	1,5	4,5	2,3	3,1	3,2
Consommation privée	1,2	2,1	2,4	3,2	3,2	3,2
Consommation publique	3,5	11,2	15,6	-9,7	-1,9	-2,7
Formation brute de capital fixe	-2,7	5,3	2,0	2,9	4,3	1,6
Exportations, biens et services	9,0	5,5	33,8	5,2	0,5	1,9
Importations, biens et services	5,5	9,9	14,4	2,9	1,0	0,3
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	0,7	1,6	4,5	2,3	3,1	3,2
Agriculture	2,3	1,7	3,0	3,0	3,0	3,0
Industrie	-0,5	0,9	10,0	3,0	2,0	2,0
Services	0,1	1,8	3,3	1,5	3,7	3,9
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	69,3	69,2	69,2	69,2	69,2	69,2
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,0	1,5	1,0	2,0	1,8	2,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-9,3	-9,1	-7,7	-6,8	-5,8	-4,1
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,6	-5,1	-5,6	-4,8	-4,8	-4,7
Recettes (% du PIB)	14,5	14,5	15,9	16,0	15,8	15,2
Dettes (% du PIB)	57,6	60,7	62,0	62,6	62,7	62,4
Solde primaire (% du PIB)	-3,0	-4,2	-4,6	-3,5	-3,5	-3,2
Taux de pauvreté au seuil international (3,00 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	68,5	67,8	67,1	67,6	67,5	67,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,20 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	82,0	81,2	80,5	81,0	80,9	80,9
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,30 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	95,6	95,3	95,2	95,3	95,3	95,3
Croissance des émissions de GES (MtCO₂e)	-0,1	-0,3	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1

Source : Banque mondiale, Département de la politique budgétaire et de la croissance. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE. Notes : e = estimation, p = prévision. 1/ Calculs basés sur l'ECAM-V 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2025. Les prévisions portent sur la période 2026-2028. 2/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

République du Congo

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 4,20 dollars par jour
6,9	2,5
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
65,8	87,9
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
16,3	2.356,0

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMod et données officielles.
Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

La croissance congolaise se redresse lentement, mais la pauvreté reste élevée. Le pays est en situation de surendettement et continue de faire face à d'importantes pressions sur la liquidité. À moyen terme, le conflit au Moyen-Orient devrait accentuer l'instabilité de la croissance, rendant les réformes du climat des affaires essentielles pour faire des secteurs non pétroliers de véritables moteurs de l'expansion économique.

Conditions et défis de développement

La République du Congo a été confrontée à une crise économique prolongée en raison de sa dépendance au pétrole lourd. L'effondrement des prix du pétrole en 2014 a déclenché une récession qui a réduit le revenu par habitant d'un tiers, alimenté une augmentation de 13,6 points de pourcentage du seuil de pauvreté de 3 dollars (en PPA de 2021) entre 2015 et 2022, et laissé la pauvreté stagner à 51,7 pour cent en 2025.

Bien que la croissance soit devenue positive après 2021, elle reste faible (1,8 pour cent en 2022-2024), la création d'emplois a suivi cette tendance, et la plupart des emplois pour les pauvres restent concentrés dans l'agriculture à faible productivité et les secteurs informels.

La dépendance du Congo à l'égard du pétrole accroît sa vulnérabilité aux chocs de prix, tandis que la faiblesse des secteurs non pétroliers limite la diversification et l'emploi. Une croissance plus forte à moyen terme nécessitera une diversification économique grâce à l'amélioration du capital humain, des infrastructures, de la gouvernance et du climat des affaires.

Evolution récente

L'activité économique en République du Congo a maintenu sa dynamique de croissance en 2025, avec une progression du PIB réel estimée à 3,1 pour cent, tirée par des gains généralisés dans les secteurs pétrolier et non pétrolier. La croissance non pétrolière a atteint 3,8 pour cent, tirée par les services, tandis que le secteur pétrolier a contribué positivement à la croissance, tiré par les investissements et les nouveaux opérateurs établis.

Malgré cette croissance positive, la pauvreté stagne à 51,7 pour cent, reflétant la forte dépendance de l'économie au secteur pétrolier, qui génère peu d'emplois. Sur le plan budgétaire, l'excédent budgétaire s'est fortement réduit à 0,6 pour cent du PIB, sous l'effet de la baisse des recettes pétrolières. Cependant, le déficit budgétaire non pétrolier a continué de se réduire, atteignant 6,8 pour cent du PIB en 2025, contre 7,4 pour cent en 2024, reflétant les efforts soutenus de mobilisation des recettes non pétrolières. Les recettes non pétrolières du Congo se sont accrues en raison de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les importations de pétrole, de la modernisation des douanes et des réformes budgétaires, mais les finances publiques restent sous pression en raison de dépenses élevées et de contraintes de liquidité.

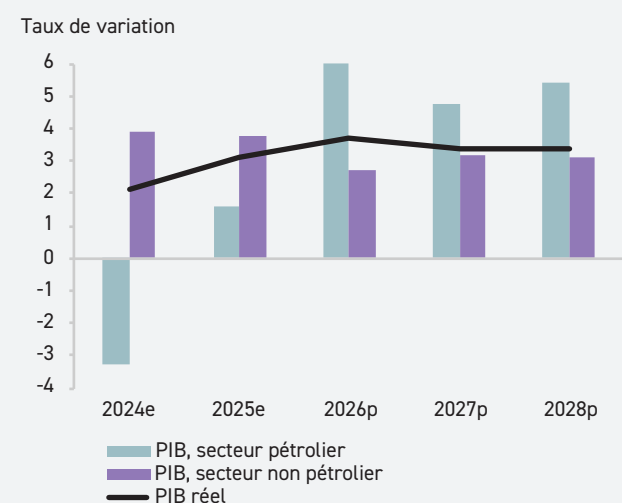
Le gouvernement a émis 1,63 milliard de dollars d'Eurobonds pour refinancer la dette à court terme, mais la dette publique reste très élevée, à 97,4 pour cent du PIB, et le pays reste surendetté. Si les émissions d'Eurobonds ont apporté un soulagement temporaire, elles augmentent les risques de change et de liquidité, car le service de la dette libellée en dollars dans un contexte de baisse des entrées de devises dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) pourrait affaiblir les réserves et accentuer les vulnérabilités macroéconomiques. Le compte courant est devenu déficitaire, atteignant 2,5 pour cent du PIB en 2025, sous l'effet de la baisse des recettes d'exportation de pétrole et d'une légère baisse de l'inflation à 2,9 pour cent.

Perspectives

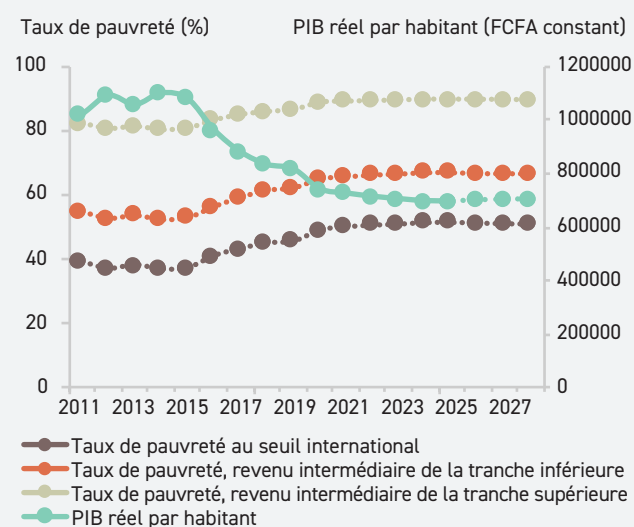
La croissance économique de la République du Congo devrait rester positive en 2026, estimée à 3,7 pour cent, bien que modeste. La croissance sera soutenue par le secteur pétrolier, qui bénéficiera de la hausse des prix du pétrole due au conflit en cours au Moyen-Orient. La croissance du secteur non pétrolier devrait toutefois ralentir, passant de 3,8 pour cent en 2025 à 2,7 pour cent, sous l'effet : i) d'un ralentissement prévu de la production agricole dans un contexte de hausse des prix des engrais ; et ii) un ralentissement de la croissance des services, l'investissement privé non pétrolier fléchissant en réponse à l'incertitude accrue et au resserrement des conditions financières mondiales associés au même conflit. Malgré le coup de pouce apporté à la croissance par la hausse des prix du pétrole à moyen terme, la pauvreté ne devrait que légèrement reculer à partir de 2026. Selon les projections, la pauvreté devrait rester élevée et persistante — au-dessus de 51 pour cent — en raison d'une création d'emplois limitée, d'un approvisionnement énergétique peu fiable et de la faiblesse des systèmes de protection sociale.

L'excédent budgétaire devrait culminer à 3 pour cent du PIB en 2026, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières et à la baisse des dépenses induite par le retour à l'équilibre des dépenses en biens et services, tandis que les paiements d'intérêts extérieurs ont augmenté, en raison de la hausse des taux d'intérêt internationaux due au conflit au Moyen-Orient. La dette publique reste élevée — environ 87,3 pour cent du PIB en 2026-2028 — mais devrait diminuer progressivement. Le recours aux financements sur les marchés internationaux pourrait réduire l'exposition des banques nationales au risque souverain, malgré un risque de change plus élevé. La position extérieure se renforcera en 2026, l'excédent du compte courant atteignant 9,1 pour cent du PIB, soutenu par les prix élevés du pétrole. Dans un contexte de perturbations continues du transport maritime, l'inflation devrait atteindre 3,5 pour cent en 2026. Les mesures renforcées adoptées en février 2025 — notamment l'ajustement des droits de douane et de la TVA sur les biens essentiels visant à alléger le coût de la vie — devraient contribuer à réduire le risque d'insécurité alimentaire.

Ces prévisions sont exposées à d'importants risques de dégradation liés à la volatilité des prix du pétrole, aux perturbations du transport maritime, à la baisse de la demande mondiale et au resserrement des conditions de financement qui pourraient peser sur les perspectives de croissance et les pressions sur les liquidités.

Figure 1. Croissance du PIB réel

Source : Banque mondiale.

Figure 2. Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2. République du Congo : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	1,9	2,1	3,1	3,7	3,4	3,4
Consommation privée	4,9	6,5	4,0	4,7	4,0	3,7
Consommation publique	0,6	0,5	5,9	-9,3	0,7	2,5
Formation brute de capital fixe	8,6	5,6	5,0	5,2	4,5	4,3
Exportations, biens et services	1,0	-0,5	1,6	6,3	4,3	4,2
Importations, biens et services	8,9	5,0	4,4	3,6	4,9	5,0
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	1,9	2,5	3,1	3,7	3,4	3,4
Agriculture	2,8	4,2	3,7	2,7	2,9	3,0
Industrie	0,7	0,3	1,8	5,3	4,0	4,4
Services	3,4	5,3	4,5	2,9	3,4	3,1
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	54,5	54,6	54,6	54,6	54,6	54,6
Inflation (indice des prix à la consommation)	4,3	3,8	2,9	3,5	3,2	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	8,6	4,0	-2,5	9,1	-4,8	-5,4
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	9,5	5,0	5,2	4,8	4,6	4,3
Solde budgétaire (% du PIB)	3,6	2,7	0,6	3,0	-0,5	0,3
Recettes (% du PIB)	24,3	25,1	23,2	25,1	22,2	22,0
Dette (% du PIB)	102,9	98,1	97,4	93,8	87,2	80,9
Solde primaire (% du PIB)	6,4	6,4	4,2	6,8	3,6	3,6
Taux de pauvreté au seuil international (3,00 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	51,2	51,7	51,7	51,5	51,3	51,2
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,20 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	66,7	67,1	67,1	66,8	66,8	66,7
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,30 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	89,6	89,8	89,8	89,8	89,8	89,6
Croissance des émissions de GES (MtCO2e)	3,0	2,5	1,5	1,6	2,4	2,6

Source : Banque mondiale, Département des politiques budgétaires et de la croissance. Données sur les émissions provenant de la CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Données en variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire. 1/ Calculs basés sur l'ECOM 2011. Données observées : 2011. Estimations instantanées (nowcasts) : 2012-2025. Les prévisions couvrent la période 2026-2028. 2/ Projection utilisant une distribution neutre (2011) avec un coefficient de transmission (pass-through) de 0,7 (scénario faible) basée sur le PIB par habitant en monnaie locale constante (LCU).

Tchad

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 3 dollars par jour
21,0	7,3
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
55,1	88,5
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
21,4	1.017,7

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMod et données officielles.
Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

En 2025, la croissance du PIB a atteint 5,6 pour cent (2,1 pour cent par habitant). La baisse des prix des denrées alimentaires et des transports a fait fléchir l'inflation en moyenne annuelle à -2,2 pour cent, contre 5.7 pour cent en 2024, ramenant la pauvreté à 40,7 pour cent (3,00 dollars en PPA de 2021). La croissance devrait rester robuste, soutenue par l'expansion du secteur non pétrolier. La hausse des prix du pétrole due au conflit au Moyen-Orient devrait doper les exportations et les recettes budgétaires, mais aussi augmenter les coûts de transport, la facture des importations et l'inflation.

Conditions et défis de développement

L'économie tchadienne reste fortement dépendante du pétrole, malgré l'expansion récente du secteur non pétrolier, ce qui la rend vulnérable à la volatilité des prix, mais bénéficie également de la hausse des prix mondiaux de l'énergie consécutive au conflit au Moyen-Orient. En 2024, le secteur pétrolier a contribué à hauteur de 14,3 pour cent du PIB, 51,8 pour cent des recettes fiscales et 65,3 pour cent des exportations. L'économie non pétrolière est dominée par l'agriculture pluviale, qui représente 40 pour cent du PIB, mais reste vulnérable aux chocs climatiques et à une faible productivité.

Avec 40,7 pour cent de la population vivant en dessous du seuil international de pauvreté, la pauvreté au Tchad est profondément enracinée dans des faiblesses structurelles : un marché du travail dominé par des emplois agricoles informels et peu productifs, des opportunités limitées dans le secteur formel et une grande partie des jeunes déconnectés de l'éducation et de l'emploi. Ces facteurs sont à l'origine de revenus faibles et instables, en particulier dans les zones rurales où vivent près de 90 pour cent des pauvres.

Les conflits régionaux en cours ont fortement augmenté les populations déplacées, le Tchad accueillant plus de 1,5 million de réfugiés, plus de 226 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et près de 96 000 rapatriés en février 2026 (HCR).

Malgré les efforts de restructuration, le secteur financier tchadien reste fragile et concentré, avec 10 banques, 50 institutions de microfinance et 3 compagnies d'assurance. Seules cinq banques respectent les exigences prudentielles et les prêts non performants s'élèvent à 33,3 pour cent, principalement dans le commerce, l'immobilier et la construction.

Le Tchad a achevé sa transition politique par des élections nationales et l'adoption d'une nouvelle constitution. Le pays a également lancé le Plan national de développement 2025-2030 (PND) lors de la table ronde de novembre 2025, qui a permis d'obtenir 20,5 milliards de dollars d'engagements contre une cible de 30 milliards de dollars.

Evolution récente

L'économie tchadienne a connu une croissance estimée à 5,6 pour cent en 2025 (2,1 pour cent par habitant), tirée par l'expansion du secteur pétrolier (+6,6 pour cent) due à l'intensification des activités d'extraction et la croissance du secteur non pétrolier (+5,5 pour cent), tirée par les mines et l'agriculture. Du côté de l'offre, l'agriculture a contribué à hauteur de 1,9 point de pourcentage à la croissance, suivie de l'industrie (+1,8 pp) et des services (+1,6 pp). Du côté de la demande, les exportations ont tiré la croissance (+3,4 pp), suivies de la consommation privée (+2,4 pp), reflétant en partie la demande accrue de la population de réfugiés.

Le déficit du compte courant a atteint 1,3 pour cent du PIB en 2025, reflétant une baisse des soldes des revenus et des transferts. L'inflation s'est établie en moyenne annuelle à -2,2 pour cent, soutenue par l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire et la connectivité des marchés. La croissance de l'agriculture et l'amélioration des disponibilités alimentaires ont contribué à une baisse de 1,9 point de pourcentage du taux de pauvreté à 40,7 pour cent, avec 8,5 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Les réserves de change ont diminué de 2,7 pour cent en glissement annuel à la fin de 2025, ramenant la couverture des importations à 4,2 mois et le ratio de couverture externe à 67 pour cent. En réponse, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) avait augmenté le taux d'appel d'offres en décembre 2025. En juin 2026, la BEAC a repris

un assouplissement progressif de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 pour cent à 4,5 pour cent, renversant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets.

Les recettes totales ont atteint 17,8 pour cent du PIB, soutenues par une augmentation de 16,1 pour cent des recettes non pétrolières. Les dépenses publiques ont augmenté pour atteindre 19,4 pour cent du PIB, sous l'effet de l'augmentation des dépenses d'infrastructure (+10,6 pour cent), entraînant un déficit budgétaire de 1,7 pour cent du PIB et un déficit primaire non pétrolier de 6,6 pour cent. La dette publique a légèrement augmenté pour atteindre 30,2 pour cent du PIB. Selon la dernière analyse de viabilité de la dette, le risque de surendettement est élevé, en raison des vulnérabilités liées aux projections de référence. La saturation du marché régional et le resserrement des liquidités limitent l'accès au financement intérieur.

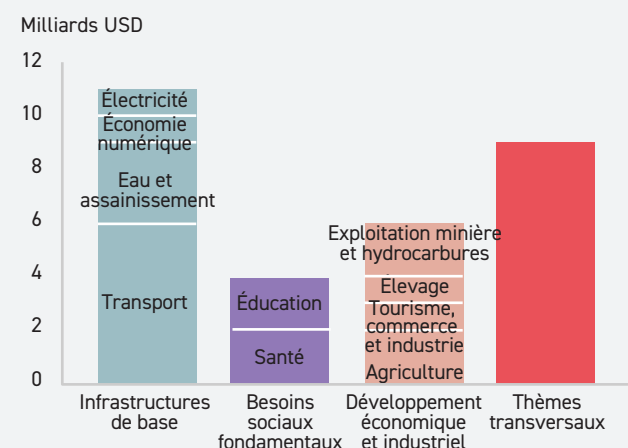
Perspectives

La croissance du PIB devrait atteindre 5,2 pour cent en 2026 (2,5 pour cent par habitant), tirée par la poursuite de l'expansion du secteur non pétrolier (+6,0 pour cent). En 2026, la hausse des prix mondiaux du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient devrait augmenter les recettes d'exportation et la marge de manœuvre budgétaire, tout en exerçant une pression à la hausse sur l'inflation du fait de la hausse des coûts d'importation et de transport. À moyen terme, la croissance devrait rester forte, soutenue par l'expansion de la production pétrolière, l'augmentation de l'investissement privé et une consommation soutenue.

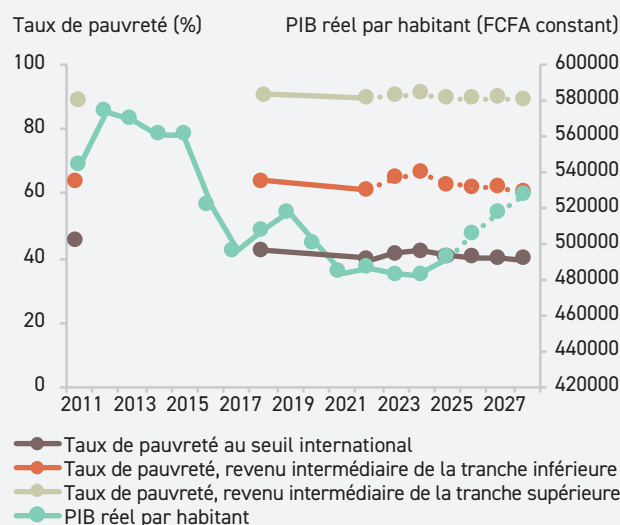
Le déficit budgétaire devrait se réduire à 0,4 pour cent du PIB en 2026, le solde primaire devenant positif et la dette réduite à 28,7 pour cent du PIB, soutenue par un rebond des prix du pétrole. Sur la période 2027-2028, le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre en moyenne 1 pour cent du PIB, reflétant des dépenses d'investissement soutenues liées au PND et la faiblesse des recettes pétrolières due à l'assouplissement des prix mondiaux du pétrole. La dette publique devrait remonter à 30,9 pour cent du PIB en 2027 avant de redescendre à 29 pour cent en 2028. Le déficit du compte courant devrait se réduire à -0,1 pour cent du PIB en 2026, soutenu par la hausse des prix du pétrole et de la hausse des recettes, avant de se creuser à 2,2 pour cent en 2027 et de redescendre à 1,2 pour cent en 2028.

L'inflation devrait atteindre 2,2 pour cent en 2026 en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie, avant de s'établir en moyenne à 2,7 pour cent à moyen terme, tandis que la pauvreté (3 dollars par jour) devrait reculer à 39,5 pour cent d'ici 2028. L'amélioration de l'éducation, de la productivité agricole, de la résilience climatique et de la protection sociale peut accélérer la réduction de la pauvreté.

La hausse des cours mondiaux du pétrole et la mise en œuvre efficace du Plan national de développement, soutenue par des financements solides et la poursuite des réformes, sont autant de risques à la hausse. Une hausse soutenue des prix du pétrole pourrait stimuler les recettes d'exportation, les recettes budgétaires et les investissements dans le secteur pétrolier, soutenant ainsi les efforts d'expansion de la production pétrolière. Les risques de dégradation comprennent l'insécurité régionale, les fragilités du secteur financier, les chocs climatiques et l'afflux croissant de réfugiés. La hausse des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient pourrait également augmenter les coûts de transport et de logistique, contribuant ainsi à l'inflation et à une facture d'importation plus élevée.

Figure 1. Plans d'investissement du PND 2025-2030, par pilier et par secteur

Source : Les autorités tchadiennes.

Figure 2. Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2. Tchad : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	4,0	5,0	5,6	5,2	5,3	5,3
Consommation privée	2,0	3,5	3,5	4,4	4,7	4,6
Consommation publique	0,2	3,5	3,9	3,0	2,3	2,8
Formation brute de capital fixe	19,7	7,5	4,4	13,9	5,5	3,9
Exportations, biens et services	6,2	1,1	13,8	4,6	6,1	7,4
Importations, biens et services	5,3	-1,0	6,2	8,1	2,9	3,0
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	3,6	5,5	5,6	5,2	5,3	5,3
Agriculture	1,8	8,2	4,9	4,4	5,0	4,5
Industrie	6,4	4,1	7,3	6,8	6,3	4,1
Services	3,5	3,4	5,0	5,0	4,8	7,4
Taux d'emploi (% de la population en âge de travailler, 15 ans et +)	59,8	59,6	58,3	56,4	54,6	53,1
Inflation (indice des prix à la consommation)	4,1	5,7	-2,6	2,2	2,6	2,8
Solde du compte courant (% du PIB)	1,6	1,4	-1,3	-0,1	-2,2	-1,2
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,5	-3,4	-1,7	-0,4	-1,7	-0,2
Recettes (% du PIB)¹	15,8	15,3	17,8	18,6	18,4	18,9
Dette (% du PIB)	32,8	32,7	30,2	28,7	30,9	29,0
Solde primaire (% du PIB)	-0,4	-2,2	-0,2	0,5	-0,9	0,6
Taux de pauvreté au seuil international (3,00 dollars en PPA de 2021)^{2,3}	41,4	42,5	40,7	40,2	39,9	39,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,20 dollars en PPA de 2021)^{2,3}	64,9	66,3	62,8	62,1	61,5	60,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,30 dollars en PPA de 2021)^{2,3}	90,6	91,0	89,5	89,5	89,2	88,8
Croissance des émissions de GES (MtCO2e)	3,1	2,4	2,6	3,3	3,6	3,5

Source : Banque mondiale, Département de la politique budgétaire et de la croissance. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE. Notes : e = estimation, p = prévision. 1/ Les données de 2024 incluent des recettes non récurrentes non pétrolières et non fiscales, telles que des gains exceptionnels liés à l'augmentation du prix du carburant et les dividendes versés par la Société de raffinage de N'Djamena. 2/ Calculs basés sur l'EHCVM de 2022. Données réelles : 2022. Prévision immédiate : 2023-2025. Les prévisions concernent la période de 2026 à 2028. 3/ Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

Gabon

Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 8,3 dollars par jour
2.6	0.7
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
68.3	100.2
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
21.5	8,278.3

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMOD et données officielles.

Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

La croissance du Gabon a ralenti à un niveau estimé à 3,2 pour cent en 2025, dans un contexte de maturation des champs pétrolifères et de défis auxquels sont confrontés les secteurs du bois et du manganèse. La baisse de la production pétrolière et les besoins élevés en matière de dépenses posent des défis budgétaires significatifs. Pour créer plus d'emplois et réduire sensiblement la pauvreté, il serait essentiel de donner la priorité aux investissements dans l'énergie, dans les transports et les secteurs sociaux, tout en alignant les investissements publics sur la marge de manœuvre budgétaire et en améliorant le climat des affaires de manière à stimuler le développement du secteur privé.

Conditions et défis de développement

Le Gabon a achevé le retour à l'ordre constitutionnel fin 2025, après le changement de régime survenu en 2023. Bien qu'une nouvelle constitution et de nouvelles institutions soient en place, des défis demeurent en matière de développement. Les contraintes budgétaires sont strictes et la dette élevée. Une croissance modeste, tirée notamment par l'État et dépendante du pétrole a limité le nombre d'emplois et le développement du secteur privé au cours des dernières décennies, laissant environ un tiers des jeunes en situation de chômage. Plus d'un tiers des travailleurs salariés travaillent dans le secteur public, et de nombreux emplois dans le secteur privé sont constitués des services à faible productivité. Les ménages et les entreprises sont confrontés à des coupures d'électricité fréquentes, à des déficits de transport, à des disparités d'accès aux services publics entre les milieux ruraux et urbains et à des inadéquations en matière de compétences. Les tensions sociales ont augmenté, avec des grèves d'enseignants début 2026 et des risques de grève dans les secteurs de la santé et du pétrole.

Dans un contexte de tensions sur les liquidités et la dette, d'accumulation des arriérés et de détérioration des notations de crédit et des réserves régionales, le Gabon a sollicité un programme soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) en mars 2026, assorti de plans visant à renforcer la situation budgétaire. Un recensement de la population réalisé en février-mars 2026 sera également important pour actualiser les données et pour orienter les politiques publiques. Pour améliorer les conditions de vie, il serait essentiel de donner la priorité aux infrastructures productives, à la santé et à l'éducation, et de renforcer la viabilité budgétaire et la gouvernance des finances publiques.

Evolution récente

Le PIB du Gabon a augmenté à un niveau estimé de 3,2 pour cent en 2025, contre 3,4 pour cent en 2024. Des incidents techniques et le vieillissement des champs pétrolifères ont réduit la production de pétrole, tandis que les problèmes de transport, de main-d'œuvre et de demande mondiale ont affecté les secteurs du manganèse et du bois. D'importants investissements publics dans les infrastructures ont profité aux services et à la construction, et restent un moteur de croissance majeur du côté de la demande. Parallèlement, la sous-performance des exportations non pétrolières, la baisse des recettes pétrolières et l'augmentation des importations tirée par la construction et les dépenses publiques ont réduit l'excédent du compte courant.

Les recettes fiscales ont augmenté grâce aux progrès en matière de numérisation en 2025, mais les recettes pétrolières ont diminué dans un contexte de baisse des prix et de la production. Les dépenses publiques ont augmenté pour couvrir les travaux publics, les mesures sociales telles que les subventions aux carburants et les bourses, les recrutements dans la fonction publique et le service de la dette (qui a atteint plus de 60 pour cent des recettes). Cela a entraîné un déficit budgétaire plus important, estimé à 12,2 pour cent du PIB en 2025. La dette publique était estimée à plus de 80 pour cent du PIB à la fin de 2025²⁰, les arriérés de la dette intérieure et extérieure atteignaient 3,5 pour cent du PIB. La hausse des prix du pétrole due au conflit au Moyen-Orient devrait accroître les recettes pétrolières, mais aussi le coût des subventions aux carburants.

L'inflation mensuelle s'est établie à 1,6 pour cent (en glissement annuel) en décembre 2025, en dessous du critère de convergence régionale, grâce aux subventions, aux contrôles des prix et à une politique monétaire stricte. En juin 2026, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a

²⁰ Un audit de la dette a été annoncé par le Gouvernement Gabonais en mai 2026. Les données récentes sur la dette, en particulier pour 2025, sont basées sur des estimations préliminaires et peuvent être révisées en fonction des résultats de cet audit.

repris un assouplissement progressif de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 pour cent à 4,5 pour cent, renversant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets. Le crédit aux entreprises a progressé de 6,6 pour cent en septembre 2025, tiré par les services et la construction.

La croissance modeste du Gabon ne s'est pas traduite par une amélioration des conditions de vie. Alors que l'extrême pauvreté est estimée à moins de 4 pour cent de la population, la part des Gabonais vivant en dessous du seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de 8,30 dollars par jour (en PPA de 2021) a légèrement augmenté pour atteindre un niveau estimé à 33,1 pour cent en 2025. Avec la croissance démographique, le nombre absolu de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté d'environ 27 000, pour atteindre environ 858 000.

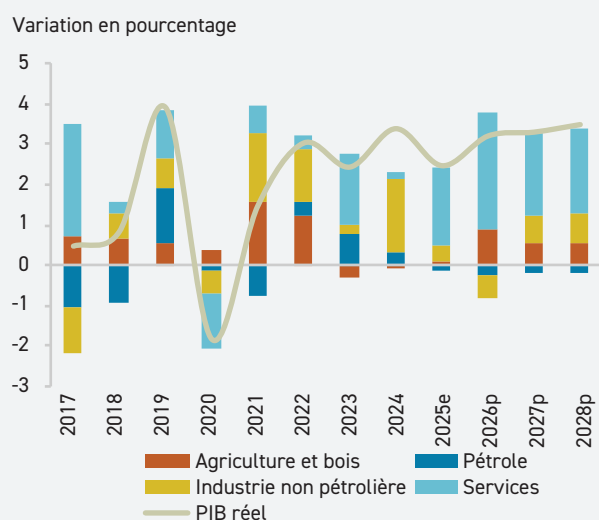
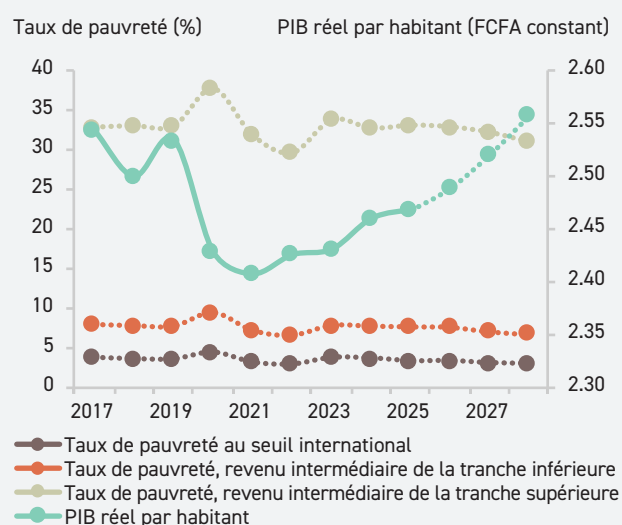
Perspectives

Sur la période 2026-2028, la croissance devrait s'établir à 3,3 pour cent en moyenne, la hausse de la demande mondiale de manganèse, de bois, d'huile de palme et d'hévéa compensant progressivement le déclin structurel de la production de pétrole. Un nouveau plan de développement, des fonds sectoriels, des mesures d'interdiction d'importation de volaille prévue pour 2027 et d'interdiction d'exportation de manganèse brut prévue pour 2029 visent à stimuler l'emploi, la croissance et la position extérieure. La production de minerai de fer prévue à Belinga et les investissements dans les infrastructures et la transformation du manganèse devraient également soutenir la croissance. La baisse de la production pétrolière et de la demande d'importations provenant des investissements publics devrait réduire progressivement les excédents commerciaux.

Les recettes publiques devraient rester globalement stables en 2026-2028. Des projets de factures dématérialisées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), d'amélioration du recouvrement de la contribution foncière unique (CFU), de nouvelles taxes sur le carbone et l'entretien urbain, et de droits de sortie plus élevés sur le bois soutiendraient la perception des impôts. Les recettes pétrolières bénéficieraient de l'augmentation des prix, mais seraient affectées par la baisse de la production pétrolière. L'assainissement progressif des finances publiques, notamment par le biais de la rationalisation des dépenses d'investissement, devrait permettre de réduire progressivement les déficits budgétaires et la dette.

Les investissements publics dans les infrastructures et le soutien à l'agriculture devraient stimuler la croissance et l'emploi, sous réserve des contraintes de financement et des risques liés à la mise en œuvre. Malgré une inflation plus forte, une croissance soutenue dans l'agriculture et les services devrait permettre de réduire le taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de 33,1 pour cent en 2025 à 31 pour cent d'ici à 2028, laissant 855 000 personnes dans la pauvreté.

Le conflit au Moyen-Orient résulterait dans une hausse temporaire des prix du pétrole, ce qui aurait pour effet de soutenir les recettes pétrolières et la valeur des exportations du Gabon. Cependant, ce conflit est également susceptible d'accroître l'inflation et il pourrait nuire à la demande mondiale d'autres produits et augmenter les primes de risque et l'insécurité alimentaire. La manne pétrolière potentielle devrait être utilisée avec prudence pour permettre au pays de reconstituer des réserves et des amortisseurs budgétaires. Les risques budgétaires et les coûts d'emprunt élevés nécessitent toujours des décisions difficiles pour augmenter les recettes fiscales, apurer les arriérés et rationaliser les dépenses publiques. Certaines réductions dans les dépenses d'infrastructure pourraient avoir un impact négatif sur la croissance, d'où la nécessité d'une stratégie visant à préserver les priorités de développement et à améliorer l'efficacité des dépenses.

Figure 1. Croissance du PIB réel**Figure 2. Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant**

Source : Banque mondiale.

Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2. Gabon : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	2,4	3,4	3,2	3,0	3,3	3,5
Consommation privée	2,1	3,5	4,1	0,7	2,1	1,7
Consommation publique	-4,7	-4,8	7,2	-4,3	-0,5	-0,5
Formation brute de capital fixe	6,0	0,5	26,8	8,9	1,5	1,7
Exportations, biens et services	-5,3	5,5	-10,4	2,1	8,2	8,1
Importations, biens et services	-2,2	11,0	-2,5	4,7	3,9	3,8
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	2,6	2,5	2,8	3,0	3,3	3,5
Agriculture	-2,7	-0,3	-0,6	9,0	5,4	5,4
Industrie	3,2	6,6	3,2	-3,3	2,8	1,5
Services	3,4	0,4	3,3	5,9	3,3	4,3
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,6	1,2	1,8	3,2	2,1	2,0
Solde du compte courant (% du PIB)	27,2	31,9	23,2	39,1	23,5	21,8
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	2,5	1,3	0,8	1,6	1,5	1,4
Solde budgétaire (% du PIB)	1,9	-3,3	-12,2	-3,3	-2,7	-3,0
Recettes (% du PIB)	25,5	23,3	20,9	23,8	23,6	22,3
Dette (% du PIB)	74,6	74,7	81,9	78,4	80,3	74,7
Solde primaire (% du PIB)	5,0	0,0	-7,9	0,3	0,9	0,6
Taux de pauvreté au seuil international (3,00 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	3,8	3,7	3,4	3,4	3,2	3,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (4,20 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	7,9	7,8	7,7	7,7	7,1	6,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (8,30 dollars en PPA de 2021)^{1,2}	33,8	32,8	33,1	32,9	32,2	31,0
Croissance des émissions de GES (MtCO2e)	-1,2	-1,4	-0,8	0,2	1,2	1,1

Source : Banque mondiale, Département de la politique budgétaire et de la croissance. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE. Notes : e = estimation, p = prévision. 1/ Calculs basés sur l'EGEP 2017. Données observées : 2017. Estimations instantanées (nowcasts) : 2018-2025. Les prévisions couvrent la période 2026-2028. 2/ Projections réalisées à l'aide d'une méthodologie de microsimulation.

Guinée équatoriale

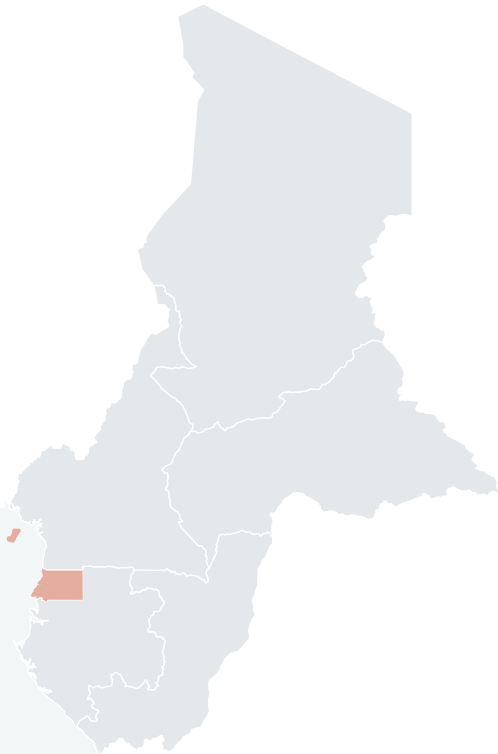


Tableau 1

Population ^a	Pauvreté ^b
millions	millions de personnes vivant avec moins de 8,3 dollars par jour
1,9	1,0
Espérance de vie à la naissance ^c	Scolarisation ^d
années	primaire (% brut)
63,7	107,8
PIB ^e	PIB par habitant ^f
milliards de dollars courants	USD courants
12,8	6619,3

Sources : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), MFMOD et données officielles.
Remarques : a/ 2025. b/ 2021 (2021 PPPs). c/ 2023. d/ 2024. e/ 2025. f/ 2025.

Selon les estimations, l'économie s'est contractée de 5,8 pour cent en 2025, en raison d'un déclin du secteur des hydrocarbures qui devrait persister à moyen terme. La faiblesse de la croissance des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre – agriculture et services – devrait accroître la pauvreté d'un point de pourcentage. Les soldes budgétaire et extérieur se sont détériorés en raison de la baisse des exportations. Une contraction plus forte que prévu de la production pétrolière constitue le principal risque pesant sur les perspectives.

Conditions et défis de développement

La forte dépendance de la Guinée Equatoriale à l'égard des hydrocarbures, la diversification limitée de son économie et le déclin de la production pétrolière des gisements arrivant à maturité ont entravé la croissance pendant plus d'une décennie. La croissance remarquable du boom pétrolier des années 2000 a été suivie d'une forte baisse de la production pétrolière, de 104,5 millions de barils en 2010 à 28,9 millions de barils en 2024. En conséquence, le revenu national brut par habitant (en dollars constants de 2015) est passé de 14 560,6 dollars en 2008 à 4 134,4 dollars en 2024.

Malgré les investissements dans les infrastructures, 24 pour cent de la population n'a pas accès à l'électricité et 32,4 pour cent n'a pas accès à l'eau courante. L'accumulation de capital humain est modeste, car les enfants nés aujourd'hui n'atteindront que la moitié de leur potentiel de productivité. Le capital humain est sous-utilisé, avec 13,7 pour cent de la population active au chômage, tandis que 17 pour cent des emplois relèvent du secteur formel. En 2022, 58,1 pour cent de la population vivait avec moins de 8,3 dollars par jour (en PPA de 2021).

Les autorités ont défini un programme ambitieux de réformes structurelles visant à accélérer la diversification économique et une croissance inclusive. Les mesures prises récemment, notamment les réformes fiscales et de lutte contre la corruption, une nouvelle loi sur la passation des marchés, les audits des entreprises publiques, le déploiement du système informatique des douanes, les progrès vers la mise en œuvre d'un compte unique du Trésor, le lancement d'un système de gestion de la dette et l'élimination progressive des subventions aux carburants – sont encourageantes. Le maintien de la dynamique des réformes et leur mise en œuvre efficace seront essentiels pour renforcer la gouvernance et l'environnement des affaires, ainsi que pour stimuler une croissance tirée par le secteur privé et favorable aux plus démunis.

Evolution récente

Après une croissance modeste de 0,4 pour cent en 2024, on estime que le PIB s'est contracté de 5,8 pour cent en 2025, la production pétrolière ayant chuté de 19 pour cent en 2025 en raison de perturbations opérationnelles imprévues. En début d'année 2026, l'économie est confrontée à des chocs, notamment le conflit au Moyen-Orient, qui contribue à l'incertitude et à la volatilité des marchés mondiaux de l'énergie. Étant donné que l'agriculture et les services emploient 86 pour cent de la main-d'œuvre, la faible croissance dans ces secteurs devrait limiter les revenus des ménages, augmentant la pauvreté de 59,9 pour cent à 61 pour cent entre 2024 et 2025.

Les données montrent que les recettes budgétaires ont diminué, passant de 17,3 pour cent du PIB en 2024 à une estimation de 16,3 pour cent du PIB en 2025, principalement sous l'effet de la baisse des recettes d'hydrocarbures, qui sont passées de 14,0 pour cent à 12,5 pour cent du PIB. La hausse des cours du pétrole n'a pas suffi à compenser la baisse de la production d'hydrocarbures, entraînant une nouvelle diminution des recettes tirées des hydrocarbures. Du côté des dépenses, les dépenses publiques totales ont diminué, passant de 17,8 pour cent à une estimation de 16,8 pour cent du PIB en 2025. La combinaison de la baisse des recettes et d'un ajustement seulement partiel des dépenses s'est traduite par un déficit budgétaire global estimé à 0,5 pour cent du PIB en 2025. Le déficit du compte courant s'est creusé à 1,1 pour cent du PIB en 2025, contre 0,7 pour cent en 2024, en raison de la baisse des exportations d'hydrocarbures.

Selon les estimations, le ratio dette publique/PIB a légèrement augmenté pour atteindre 32,6 pour cent en 2025, le risque global de tensions souveraines étant jugé élevé. Les vulnérabilités du secteur financier persistent, les prêts non productifs représentant 31,7 pour cent du total des prêts bruts à la mi-2025.

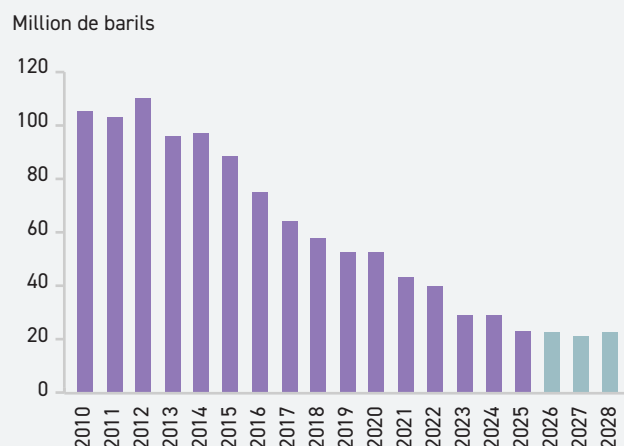
En juin 2026, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) a repris un assouplissement progressif de la politique monétaire en réduisant son taux directeur de 4,75 pour cent à 4,5 pour cent, renversant ainsi les mesures de resserrement introduites fin 2025 pour faire face à la détérioration des avoirs extérieurs nets. La baisse des prix des denrées alimentaires a légèrement réduit l'inflation, qui est passée de 3,4 pour cent en 2024 à 3,2 pour cent en 2025. Les réserves extérieures ont chuté de 6,1 mois d'importations en 2022 à 3,7 mois en 2024, et d'autres baisses sont attendues en 2025.

Perspectives

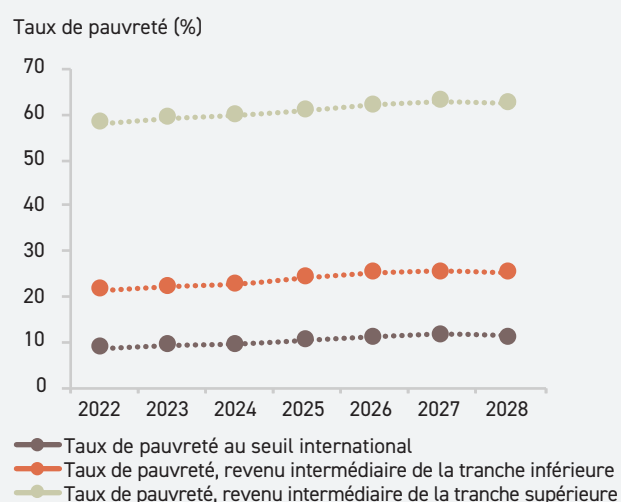
Le PIB devrait se contracter de 3,5 pour cent par an sur la période 2026-2027, en raison d'une baisse de la production d'hydrocarbures due à l'arrivée à maturité des puits, avant de croître de 2,2 pour cent en 2028 grâce à la reprise de la production. Conjuguée à une inflation alimentaire plus élevée — due à la hausse des coûts de l'énergie et des engrais — et à une croissance plus faible des services, cette situation devrait réduire le revenu réel du travail et augmenter la pauvreté de 1,8 point de pourcentage sur 2026-2027, avant de s'inverser en partie en 2028.

En tant qu'exportateur net de pétrole, le pays bénéficierait de la hausse des prix du pétrole en 2026 due au conflit au Moyen-Orient, améliorant temporairement les soldes budgétaire (à 2,6 pour cent du PIB) et du compte courant (à 0,1 pour cent du PIB). Cependant, les déficits devraient réapparaître à mesure que la baisse de la production se poursuivra. D'ici à 2027, le déficit du compte courant devrait se creuser pour atteindre 1,6 pour cent du PIB et le solde budgétaire passer à 1,3 pour cent du PIB, avant de se réduire en 2028 à mesure que les recettes reprennent et que les dépenses restent maîtrisées.

Les risques pesant sur les perspectives sont orientés à la baisse. Une baisse plus forte que prévu de la production, des prix ou des réserves d'hydrocarbures à moyen terme compromettrait la croissance et pèserait sur les soldes budgétaire et extérieur. Un resserrement des conditions financières mondiales et l'affaiblissement de la demande extérieure pourraient compromettre la croissance. Les perturbations commerciales ou géopolitiques affecteraient les marchés des produits de base et des denrées alimentaires et éroderaient le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres, augmentant ainsi les risques d'insécurité alimentaire. À l'inverse, de nouvelles découvertes d'hydrocarbures et une mise en œuvre plus rigoureuse des réformes amélioreraient les perspectives. Les réformes prioritaires devraient renforcer la mobilisation des recettes intérieures, l'efficacité des dépenses, la gouvernance et l'environnement des affaires, ainsi que le capital humain. La numérisation et le développement du secteur du tourisme pourraient ouvrir de nouvelles perspectives économiques.

Figure 1. Production pétrolière

Source : Autorités nationales.

Figure 2. Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant

Source : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

Tableau 2. Guinée Equatoriale : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

Historique récent et projections	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	-7,4	0,4	-5,8	-3,5	-3,4	2,2
Consommation privée	1,7	3,0	2,4	2,0	2,1	2,2
Consommation publique	2,2	3,3	13,4	-0,6	-1,3	-0,8
Formation brute de capital fixe	-1,7	4,8	-10,7	-2,2	1,3	1,8
Exportations, biens et services	-22,9	11,0	-16,7	-6,4	-5,3	6,5
Importations, biens et services	-27,8	33,1	0,9	-3,9	-1,7	0,9
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	-7,1	0,5	-5,8	-3,5	-3,4	2,2
Agriculture	0,6	0,4	5,7	3,2	3,3	2,9
Industrie	-15,1	-1,8	-13,6	-9,6	-10,0	1,6
Services	4,8	3,6	2,1	2,2	2,0	2,7
Inflation (consumer price index)	2,9	3,4	3,2	6,2	2,9	2,6
Current account balance (% of GDP)	0,9	-0,7	-1,1	0,1	-1,6	-0,3
Net foreign direct investment inflow (% of GDP)	-1,9	-0,4	0,7	1,6	1,9	2,0
Fiscal balance (% of GDP)	2,3	-0,5	-0,5	2,6	-1,3	-0,9
Revenues (% of GDP)	21,3	17,3	16,3	19,8	15,8	15,2
Debt (% of GDP)	34,7	32,2	32,6	36,7	39,8	37,2
Primary balance (% of GDP)	3,4	0,5	0,2	3,7	-0,1	0,3
International poverty rate (\$3.00 in 2021 PPP)^{1,2}	9,4	9,7	10,4	11,1	11,6	11,3
Lower middle-income poverty rate (\$4.20 in 2021 PPP)^{1,2}	22,3	22,9	24,2	25,2	25,6	25,2
Upper middle-income poverty rate (\$8.30 in 2021 PPP)^{1,2}	59,2	59,9	61,0	62,2	62,8	62,5
GHG emissions growth (mtCO2e)	-4,0	-1,2	-4,2	-2,8	-2,6	0,3

Source : Banque mondiale, Département de la politique budgétaire et de la croissance. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE. Notes : e = estimation, p = prévision. 1/ Calculs basés sur l'ECAM-V 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2025. Les prévisions portent sur la période 2026-2028. 2/ Projections réalisées à l'aide d'une méthodologie de microsimulation.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Politique Budgétaire et Croissance